

4^e Année

N^o 76

NUMÉRO
SPÉCIAL 3 fr. 50

15 Juillet

1925

CLARTÉ

CONTRE LA GUERRE DU MAROC
CONTRE L'IMPERIALISME FRANÇAIS



Avec : Romain ROLLAND. — Ch. VILDRAC. — G. DUHAMEL. — M. CORDAY. — J. R. BLOCH. — Victor MARGUERITTE. — Pierre HAMP. — Paul REBOUX. — Georges CHENNEVIÈRE. — SÉVERINE René MARAN. — Charles-Henri HIRSCH. — Professeur CAZAMIAN. — Professeur PRENANT. — Edouard DUJARDIN. — René MAUBLANC. — André GERMAIN. — Frantz JOURDAIN. — Louis GUÉTANT. — GOUTTENOIRE de TOURY. — Mathias MORHARDT. — Georges PIOCH. — Joseph JOLINON. — André LAMANDÉ. — Louis de GONZAGUE FRICK. — Marcel SAY. — GÉO-CHARLES. — HAN RYNER. — Marcel WULLENS. — Henry POULAILLE. — Albert GLEIZES. — Jean LURCAT. — Florent FELS. — Pierre MORHANGE. — Louis ARAGON. — Antonin ARTAUD. — René CREVEL. — Paul ELUARD, etc.

Ce numéro contient 52 réponses à notre enquête : *Que pensez-vous de la guerre du Maroc ?* et de nombreuses illustrations dont la reproduction sur page double, en hors texte, d'une planche en deux couleurs de STEINLEN.

Inscrivez-vous aux "LIVRES du MOIS" de CLARTÉ

MOYENNANT UN VERSEMENT ANNUEL DE 100 FRANCS

(25 francs tous les trois mois, frais de port et emballage compris)

Vous recevrez chaque mois le meilleur livre paru en librairie, choisi pour vous par le Comité de Rédaction de "CLARTÉ"

Juin 1924.....	LETTRES, de Jean de Saint-Prix,
Juillet 1924.....	LE CHANT DE LA FLEUR ROUGE, par Linnankosky.
Août 1924.....	A TRAVERS LA NUIT, par Rose Cohen.
Septembre 1924.....	UN PREMIER AMOUR, par Maxime Gorki.
Octobre 1924.....	PLAINTES CONTRE INCONNU, par Drieu La Rochelle.
Novembre 1924.....	MANSOUR, par J. Bonjean et Ahmed Deif.
Décembre 1924.....	ONCLE ANGHEL, par Panait Istrati.
Janvier 1925.....	LARGUE L'AMARRE, par Jean Gaumont et Camille Cé.
Février 1925.....	ILS ÉTAIENT QUATRE, par Henry Poulaille.
Mars 1925.....	L'OR, par Blaise Cendrars.
Avril 1925.....	LA BÊTISE, par Constant Burniaux.
Mai 1925.....	UN HOMME SI SIMPLE, par André Baillon.
Juin 1925.....	Les Jeux de l'Amour et de la Mort, par Romain Rolland.

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES
ET SOCIALES

MARCEL RIVIÈRE

31, Rue Jacob et 1, Rue Saint-Benoit - PARIS (6^e)

René GUENON

Introduction Générale à l'Étude des Doctrines Hindoues

1 Vol. in-8° broché de 346 pages..... 12 fr.

L'auteur développe les différences essentielles qui séparent, d'une façon générale, les modes de la pensée orientale de ceux de la pensée occidentale, et dont la méconnaissance est la source des plus graves erreurs d'interprétation.

Tarif de Reliure

POUR NOS ABONNÉS

A la demande de beaucoup de nos Lecteurs, nous avons décidé de rouvrir à CLARTÉ un service de reliures. Dès maintenant nos amis peuvent nous envoyer tous ouvrages à faire relier.

Voici les prix des ouvrages les plus courants :

FORMATS

	FORMAT ROMANS 18x11	FORMAT CARRÉ 22x14	FORMAT REVUE CLARTÉ 32x24
Pleine toile.....	7.25	8.75	18.75
Dos toile.....	6.25	7.50	21. »
— basane.....	7.50	9.35	23. »
— — orné.....	10. »	12.25	26. »
— chagrin.....	9.35	10.75	23.75
— maroquin.....	21.50	27.25	57.50

DÉLAI DE LIVRAISON : TROIS SEMAINES

Que Pensez-vous de la Guerre du Maroc ?

Réponse de M. ROMAIN ROLLAND

Il va de soi que je m'associe à votre protestation contre la guerre du Maroc. Je ne juge pas utile de m'étendre à ce sujet, car chacun sait que je suis opposé à toute guerre.

Celle-ci a de particulier que, même du point de vue national, il faudrait la condamner. Elle est ruineuse pour la France. Je ne puis assez m'étonner de l'imbécillité de nos chefs politiques, qui vont y achever la déroute financière de la France, en engouffrant dans ce tonneau sans fond, les dernières ressources de notre démocratie obérée.

J'ajouterai ceci : On m'a accusé parfois d'appeler l'invasion des races d'Asie et d'Afrique, quand je me borne à la prophétiser. Le rôle est ingrat de ceux qui ont des yeux qui voient et une bouche qui dit ce que les yeux voient. Je veux être plus clair encore aujourd'hui.

J'accuse les gouvernements de la France et de l'Angleterre (pour ne point parler des moindres puissances d'Occident) de déchaîner sur l'Europe, par leur obtuse politique, par leur impérialisme brutal et cupide, par leurs provocations continues, l'immense insurrection des races d'Asie et d'Afrique. Elle se prépare depuis un demi siècle dans le monde musulman. Il faut être borné comme un mathématicien qui se mêle de politique, pour ne pas voir que la guerre du Maroc achève d'unifier ces masses tourbillonnantes et dérive vers l'Occident la fureur du guépier.

Quant aux communistes, qui ne voient dans ce soulèvement des peuples que la ruine de l'impérialisme, je les avertis que les forces déchaînées ne distingueront pas entre l'impérialisme et le communisme d'Europe et que sous le rouleau d'Asie, le bolchevisme de Moscou, un jour, sera anéanti.

Romain ROLLAND.

Réponse de M. CHARLES VILDRAC

Voilà des parlementaires qui ont déclamé leur volonté de paix, leur amour de la Paix dans tous les banquets politiques, dans toutes les réunions électorales. Pour un peu, c'est la Paix elle-même qui les a placés au Pouvoir. A peine ils ont repris haleine qu'une fatalité narquoise et terrible vient les mettre au pied du mur et leur envoie une vivace petite guerre coloniale nourrie déjà du cadavre espagnol et qui ne demande qu'à grandir.

Quelle occasion pour eux de faire leurs preuves, de créer un beau, un sage précédent et de refuser au monstre trop connu la moindre goutte d'un sang aussi précieux qu'appauvri ! C'est là qu'était l'honneur.

Mais non. Il y a l'engrenage. Pour en sortir, il faudrait un peu plus de courage qu'il n'en a fallu pour y entrer. On risquerait de faire sauter la véné-

En tête de notre dernier numéro nous avons publié le texte de la lettre ouverte que Clarté adressait au sujet de la guerre du Maroc « aux intellectuels pacifistes, anciens combattants, révoltés ». En même temps, Henri Barbusse communiquait à la presse un « appel aux travailleurs intellectuels », qu'il demandait à tous ceux qui condamnent la guerre de contresigner. Nous publions aujourd'hui les cinquante-deux réponses qui nous sont parvenues. Nous donnons également le texte de l'appel aux travailleurs intellectuels et la liste jusqu'à ce jour des signataires.

Nous reproduisons aussi à titre documentaire l'adresse « aux troupes françaises qui combattent au Maroc » intitulée : « Les intellectuels aux côtés de la Patrie » publiée en réponse à l'appel de Henri Barbusse, par l'Eclair et par le Figaro.

L'importance de l'enquête ouverte par Clarté, dans les circonstances présentes, n'échappera à personne. Une guerre est engagée au Maroc par l'impérialisme français. Pour faire accepter cette nouvelle guerre à une France saignée à blanc, dix ans après l'immonde boucherie de 1914, on mobilise à nouveau les consciences de ceux qui, dociles, ont à charge de « faire » l'opinion publique du pays.

Et voici que comme en 1914, les Intellectuels français dans leur presque totalité accourent à la première sommation, aux côtés d'un gouvernement qui n'est, entre les mains des banques et de la grande Industrie qu'un instrument à de fins impérialistes.

Et parce que ce gouvernement dispose de la force, de l'argent et des honneurs, la plupart des Intellectuels français par servitude, par lâcheté, ou pour de simples raisons d'ambition, s'apprentent encore une fois à trahir les véritables intérêts du pays, à mentir encore une fois à sa face.

Clarté s'est adressée à tous les intellectuels français qu'elle considérait encore comme des gens honnêtes, courageux et sincères. A plus de deux cents d'entre eux elle a posé cette question : Que pensez-vous de la guerre du Maroc ?

L'appel de Clarté, certains l'ont entendu.

D'autres pour des motifs que nous n'avons plus à connaître ont préféré garder le silence : Parmi ceux-ci il convient de signaler particulièrement des écrivains et des journalistes comme Henri Béraud, Frédéric Lefebvre, Ernest-Charles, Jean de Pierrefeu, Roland Dorgelès, Henry Jacques, Noël Garnier, des savants comme les professeurs Langevin, Hademard, Andler, Jèze, Nogaro, Rist, Bouglé, des pacifistes comme Lucien le Foyer, Marc Sangnier, Guernut, qui ont reçu notre lettre ouverte sous pli recommandé.

Aujourd'hui les positions sont nettes. Nous avons opéré le recensement de tous les intellectuels qui aux côtés du prolétariat sont prêts à se dresser contre la folle et honteuse guerre du Maroc, voulue par l'Impérialisme français.

Avec eux nous nous disposons à mener la lutte. Nous attendons maintenant qu'on ose nous baillonner. CLARTÉ.

ABONNEMENTS A CLARTÉ

France 1 an : 33 fr. 6 mois : 18 fr. 3 mois : 9 fr.
Étranger 1 an : 40 fr. 6 mois : 22 fr. 3 mois : 11 fr.

16, rue Jacques-Callot, Paris (6^e) — Téléph. : Fleurus 44-96 — Chèque Postal : 330-80

nable machine et, ce qui est plus grave, de sauter soi-même. Or, on a beau être des sauteurs professionnels...

Non, Les hommes de cette majorité parlementaire ont de la tradition, hélas ! et ne sauraient nous étonner par une conduite imprévue. Pas de folies ! La règle du jeu politique ; la soumission aux combines capitalistes voilées dans les couleurs de la Patrie.

Jaurès lui-même n'aurait pu leur faire admettre qu'à cette heure tragique, dans cette Europe déshonorée, un acte purement idéaliste aurait plus de retentissement et comporterait plus d'avantages de toutes sortes que l'éternelle politique de proie qui fera se dresser tôt ou tard l'Orient géant contre les odieux civilisateurs d'Occident.

*
**

En évoquant les morts et les mutilés du Maroc, Français ou indigènes, où ces bombardements par avion *particulièrement réussis* (communiqué) sur les villages et les marchés ; en assistant à ce retour inconcevable de toutes les hontes de la grande guerre, comment n'être pas révolté ? Comment n'être pas hanté par des vérités banales à force d'évidence :

S'il s'agit d'une guerre coloniale, c'est toujours l'Européen qui a commencé.

Au Maroc, les Marocains sont chez eux.

C'est parce qu'il y a des richesses minières dans le Riff que *l'honneur est engagé*.

Il n'y a pas assez de Français pour peupler et mettre en valeur le territoire français.

Nous manquons d'argent pour tout excepté pour la guerre. La colonisation est une tare pour les états capitalistes en général ; pour la France elle est en plus une charge.

Des centaines, des milliers peut-être de jeunes hommes qui ne demandaient qu'à vivre et qui n'ont pas autant d'intérêts dans le Riff que la Banque de Paris et des Pays-Bas, pourrissent sur la terre d'Afrique.

M. Lyauté mourra glorieusement dans son lit, comme M. Mangin. M. Abd-el-Krim aussi.

Etc..., etc...

Et cette association avec Primo de Rivera ! Pouah !

Charles VILDRAC.

Réponse de M. GEORGES DUHAMEL

« Beaucoup d'esprits pacifiques s'imaginent que la guerre du Maroc n'est pas une guerre « comme les autres » ; avec tous les vieux sophismes de la « guerre défensive », ils acceptent les autres sophismes, ceux de la « guerre colonisatrice, civilisatrice, pacificatrice, etc... » Eh bien non. La guerre du Maroc, c'est la guerre. Je la désapprouve. Si mon sentiment sur cette question vous est insuffisamment connu je vous prie de vous reporter à l'article que j'ai publié l'année dernière, au mois de juillet, dans la revue *Europe*, sous le titre *Anniversaire*. Je n'ai rien à y ajouter, sinon ceci : depuis qu'elle s'est engagée dans cette nouvelle guerre, la France a subi une diminution de prestige, une perte de crédit moral et matériel que nulle paix n'aurait pu lui infliger ».

Georges DUHAMEL.

Réponse de M. MICHEL CORDAY

Je pense de la guerre du Maroc ce que je pense généralement de la guerre coloniale : elle est la caricature de la guerre continentale ; elle en charge tous les traits.

L'hypocrisie des prétextes y apparaît plus simpliste et plus lourde. On accuse de quelque vaine offense le peuple convoité. On l'envahit. Naturellement, il tente de résister. Des soldats tombent. Dès lors, l'affaire est embrayée : des représailles s'imposent, au nom de l'honneur national ; les indigènes qui défendent leur terre natale deviennent des rebelles ou des dissidents ; on sort le drapeau ; on fait colonne. On consent même à rassurer les gens à scrupules : on leur affirme que ces sauvages sont ravis d'être protégés contre les rapines de leurs propres guerriers et d'être promus à la civilisation.

Et la bassesse des buts, l'avidité des convoitises y apparaissent, aussi, plus ingénument cyniques : exploiter le sol, le sous-sol et l'habitant ; ouvrir des marchés ; lancer du rail et des emprunts ; placer des fonctionnaires ; récupérer des contribuables, des soldats, des ouvriers et des clients.

Dans un voyage au Sud-Oranais, peu avant la guerre, je vis un colon, riche et grossier, servile et tout-puissant, qui possédait d'immenses territoires, des océans d'alfa. Il tenait tout dans sa main : l'administration, les transports, les hôtelleries, les bordels. A chaque gare, d'Oran à Colomb-Béchar, les indigènes lui présentaient leurs hommages, à plat-ventre. J'ai pris conscience à ce moment là que la cruelle conquête, la coûteuse occupation, toute l'énorme entreprise de rapt, ne servaient que ce mercanti.

La nouvelle guerre du Maroc fut enfantée par le Bloc National, qui autorisa les agissements de l'impudence militaire et de l'avidité minière, l'une servant l'autre à son insu, selon l'usage. Cette guerre possède donc toutes les caractéristiques du genre. Mais elle est particulièrement odieuse.

D'abord parce qu'elle obligerait à de bien pénibles complicités intérieures et extérieures, ceux qui consentiraient à la poursuivre. Ensuite parce qu'elle porterait le coup de grâce aux finances et au crédit de ce pays. Mais surtout parce qu'elle est symbolique : il serait infiniment décourageant que sept ans après « la Grande Guerre », une nouvelle guerre fût acceptée par l'opinion. Comment ? Tous ces mots, le moral, le mordant, la front, la situation inchangée, l'héroïsme des troupes, les pertes sévères infligées à l'ennemi, tous ces mots du communiqué, d'une fadeur de sang, qui rappellent à des millions de familles quatre années d'indicibles angoisses, tous ces mots qu'on nous ressert seraient acceptés sans protestation ? On consentirait à revivre ce cauchemar ? Rien n'aurait donc changé ? On n'a donc rien appris ? La guerre n'a donc pas fait leçon ? On ne sait donc pas encore qu'elle ruine également vainqueurs et vaincus, qu'elle aboutit à la faillite sauf pour ses profiteurs, qu'elle constitue la plus formidable duperie que le monde ait jamais connue ? Quoi ? On ne saisisait pas cette occasion de lui marquer son dégoût, son définitif écœurement, de la vomir ? On permettrait aux va-t-en guerre de recommencer

même en petit ? Allons, allons, ce n'est pas possible. On criera : assez !

Oui ou non, y a-t-il une Société des Nations ?

Oui ou non, y a-t-il des juges à Genève ?

Michel CORDAY.

Réponse de M. VICTOR MARGUERITE

Les Riffains libres de disposer d'eux-mêmes et maîtres de se ravitailler en paix, la France continuant à coloniser au Maroc *d'accord* avec les populations, voilà, me semble-t-il, une juste situation du problème.

Cela dit, complète lumière sur les origines du conflit actuel, et cessation la plus prompte des hostilités. Il ne faut pas qu'un instant de plus le sang coule.

C'est une honte qu'après la leçon de la dernière guerre nous laissions encore tuer des hommes pour en enrichir d'autres. Car, sous le grand mot des patries, c'est le plus clair du résultat.

Victor MARGUERITE.

Réponse de M. PIERRE HAMP

Croyez-vous qu'il y ait une *République Riffaine* dont le Président serait Abd-el-Krim ?

Quand le Caïd à forte poigne aura utilisé les Berbères comme soldats il les emploiera comme mineurs et il est à craindre que le code social de ce chef de République ne ressemble beaucoup aux règles de la police des Romanoff. La matraque en Afrique et le knout en Russie sont de la même philosophie dans l'histoire du travail.

Les réquisitions de main-d'œuvre des caïds de l'Atlas ou du Riff ne laissent pas beaucoup d'espoir pour les libertés syndicales.

Considérer Abd-el-Krim comme un libérateur social serait de même ordre que décerner à Mussolini un brevet de libéralisme.

Ceci n'établit pas le droit des nations européennes, Espagne et France d'aller saisir par la force les mines du Riff.

Abd-el-Krim veut les vendre et non qu'on les lui prenne. L'erreur des Espagnols a été de ne pas vouloir les payer. Abd-el-Krim nommé président du Conseil d'Administration aurait fourni à bon compte des ouvriers en grand nombre.

Les hommes d'affaires ne se sont pas entendus. Ils ont estimé que le coup de canon était une meilleure opération que le chèque. Erreur commerciale à la suite de laquelle le massacre commence.

La défaite de l'Espagne donna beaucoup de fierté aux militaires français. Leur eût-on permis d'imposer à Abd-el-Krim l'autorité de makhzen ils eussent tôt fait de prouver leur valeur et le disaient. Ils

ont attendu précautionnés, fortifiés. L'état d'esprit de guerre est en eux sinon déjà la guerre : le militaire Abd-el-Krim les imite et profite mieux des occasions. Ce qui était dans les esprits passe dans les faits : historiquement c'est la bataille de l'Ouergha ; philosophiquement c'est encore une erreur du militarisme.

La France a eu des années pour s'entendre avec les Riffains. Tous les colons du Maroc le souhaitaient et disaient comment on pouvait y parvenir.

Le gouvernement ne demandait rien autre et Painlevé l'a bien montré. Mais les militaires ne voulaient point d'un chef civil au Maroc. Ils ont toujours l'esprit des conquérants de la Chaouia et des vainqueurs de Marrakech.

Le passage du régime militaire au régime civil a été manqué.

L'état social de l'Afrique du Nord est-il amélioré par les Européens ? Les fils de Moulay-Youssouf sont de charmants garçonnettes bruns vêtus de fines étoffes candides. Comparez-les au petit Berbère rongé de teigne des rues de Fez. Vêtu d'un lourd burnous qui pue le suint de laine et dont le capuchon est taché du sang qui coule de la tête du teigneux. Du prince au peuple, la différence est plus tragiquement marquée qu'entre le lord anglais de Pall-mall et le Out-of-work de White-Chapel. Mais le médecin français a soigné la teigne. Grâce à lui beaucoup de petits Marocains ont aujourd'hui le cuir chevelu aussi sain que celui des fils du sultan. La syphilis qui ronge cette race, l'ophtalmie purulente qui crée tant d'aveugles sont des fléaux que les hygiénistes français réduisent.

Grande œuvre que cette collaboration de l'Europe et de l'Afrique pour créer le bien-être.

Pourquoi n'avoir pas su y éviter la guerre ?

Nous avons proposé à Abd-el-Krim et à ses solides Riffains l'exemple du militarisme. Ils l'ont suivi. Nous prétendons au droit de les soumettre et eux à celui de rester libres. L'arbitre est le canon. La Société des Nations viendra après. On ne la consulte qu'après être fatigué de tuer.

Les Riffains fournissaient 25.000 hommes par an aux fermiers algériens. De Rabat à Marrakech on trouve de cordiaux et laborieux jeunes français, directeurs de fermes, et qui vivent si fraternellement avec les gens des douars qu'il arrive qu'on les appelle sous la tente quand une femme musulmane est malade, ce qui est la plus grande preuve d'amitié qu'un Arabe puisse donner à un chrétien.

Des femmes françaises ont protégé le douar contre les terribles cavaliers du caïd venus piller ceux qui ne payaient pas l'impôt. Les brutes à matraques toujours prêtes à assommer le pauvre bougre, ont reculé devant l'énergie de la justice hautement dite, comme la teigne recule devant le médecin.

Et au lieu de continuer cette œuvre de collaboration on exaspère le pays par le militarisme. L'armée fait trop ce qu'elle veut au Maroc.

Nos postes ont l'ordre de mitrailler les laboureurs, nos avions de massacrer les troupeaux de moutons et les bergers, cibles faciles pour les bombes dans la montagne. Les Berbères exaspérés répondent en torturant les blessés et en mutilant les cadavres.

C'est encore une fois la guerre parce qu'il y avait quelque part dans le monde du cuivre et du fer.

L'ère des dividendes succède à l'ère chrétienne.

Mais les martyrs pour la foi ne sont pas ceux qui croient aux affaires comme on croyait en Jésus.

Ceux qui ont foi dans l'entreprise font tuer les autres et se tiennent saufs.

Petite guerre, dit-on.

Allez donc expliquer cette différence de dimensions au soldat assiégé dans un poste de l'Ouergha, qui crève de soif et à qui les Berbères s'apprentent à couper les parties nobles.

Que ce soit Verdun ou Ain-Matouf, la souffrance de l'homme est-elle charmante et le meurtre excusable parce qu'il est moins nombreux ?

Abd-el-Krim a cette chance que la grande illusion de Norman Angell n'est pas vraie pour lui. La guerre lui a rapporté beaucoup. Il y a gagné des millions de pesetas par la rançon des prisonniers et des millions de cartouches qui sont devenues une monnaie d'échange.

Il veut un Etat : le Riff. Moulaï-Youseff en revendique la suzeraineté. La lutte est menée pour la bonne affaire et pour la puissance personnelle. Allah est invoqué comme il convient. Les cavaliers qui chargent hurlent son nom. Les Français ont renoncé à « Dieu aide ! »

Mais on finira par s'entendre et les harkas de soldats deviendront équipés d'ouvriers.

La nationalisation des mines est une question pour laquelle la législation d'Abd-el-Krim n'a pas plus de goût que le Conseil d'Administration de Lens.

Saisir les biens ne suffit pas à ces enragés propriétaires. Pour les avoir à meilleur compte ou se les faire payer plus cher, ils envoient des hommes à la mort.

Quelle patience a la pauvre humanité pour tous ses exploités qu'ils soient Européens ou Africains.

Cependant les hommes qui meurent croient en Dieu et en la Patrie. Pour l'âme Berbère, Abd-el-Krim est un héros national. Pour le nationalisme africain le maréchal Lyautey en est un autre. Nous sommes de glorieux cannibales. La joie d'un Océanien devant le nourrissant cadavre d'un ennemi est-elle bien différente de celle d'un bourgeois français devant le communiqué disant que nous avons compté 400 cadavres sur le sol, qui est le champ d'honneur quand il s'agit de nos soldats et le terrain de la lutte quand nous parlons de l'adversaire. Quatre cents cadavres d'hommes qui avaient femmes et enfants, amour et travail. Ils vivaient chez eux, soumis au caïd et à la matraque. On y ajoute les généraux et l'aviation.

Il était possible de laisser ces hommes à leurs habitudes au lieu de les éviscérer à coups de bombes. L'honneur d'une nation est moins de bien mener la guerre que de réussir la paix. On a plus vite trouvé un armement approprié au terrain qu'une idée aimable aux esprits.

Avant la frénésie des militaires au Maroc, les marchands européens commerçaient avec les tribus berbères. Ils leur vendaient les cotonnades, la bougie et le sucre, trois marchandises importantes pour des gens qui s'habillaient en blanc, n'ont pas d'électricité et boivent du thé à la menthe.

Aujourd'hui le marchand ne peut plus passer. Quand cela lui sera-t-il possible après tant de haine

qu'on amasse ? L'Européen sans qui l'Afrique du Nord ne serait que lieu de misère et de teigne n'a pas été capable d'y éviter le massacre.

Nous empoisonnons par la guerre le pays où nous pénétrons. Nous y faisons des émules tels qu'Abd-el-Krim. Il connaît les règles du jeu : la tranchée et le barbelé, la proclamation et le communiqué. Il était possible de lui enseigner autre chose. Mais nous avons plus de canons que d'idées.

Pierre HAMP.

Réponse de M. PAUL REBOUX

Un peuple peut être grand sans colonies. Exemple l'Allemagne.

Il peut être alourdi par ses colonies et les porter ainsi qu'un poids fastueux. Exemple : la France.

Nous avons l'orgueil plus grand que le budget. Pourquoi ne pas suivre les conseils du Ministre des Finances ? Restreignons notre luxe de conquêtes. Supprimons ces signes extérieurs d'opulence. Notre vie économique n'en deviendra que plus saine, plus morale et plus douce.

Voilà pour les faits.

Passons aux principes.

Je me recueille. J'examine le sens des mots, la conséquence des idées.

Et je conclus : Tout vaut mieux que la guerre, tout.

Au Maroc, il en est de même, car il ne peut pas en être de même.

Ce n'est pas en avançant les limites de son territoire qu'une nation doit obtenir d'être honorée et puissante. Mais c'est en luttant en faveur des idées généreuses, en faisant prévaloir partout l'empire du droit et de la justice. Ce n'est pas en « bombardant un marché », selon la phrase honteuse d'un de nos communiqués, que nous redeviendrons, pour l'Univers la grande France, celle de 1789.

Si la guerre du Maroc n'était qu'un foyer de purulence, une sorte de séton destiné à grouper les sanies humaines, à faire s'affronter les casse-têtes patriotes de France, les aventuriers militaires du bolchevisme, tout irait le mieux du monde. Mais il serait insoutenable que cette expédition devînt une guerre nationale, et qu'on envoyât là-bas lutter contre les pasteurs et les laboureurs marocains, les paysans et les ouvriers de chez nous.

Paul REBOUX.

Réponse de M. JEAN-RICHARD BLOCH

L'hypocrisie consciente et inconsciente déployée par chacun de nous dans cette affaire du Maroc prouverait, à elle seule, la gêne que nous cause cet abcès de conscience.

Hypocrites, ceux qui disent : « les Marocains nous ont attaqués, nous nous défendons », sachant bien que c'est nous qui sommes allés chez eux.

Hypocrites, ceux qui disent : « de guerre, à aucun prix. Nous sommes chez eux, allons-nous en, » satis-

faisant ainsi leur cœur à bon compte et sachant bien que le réembarquement des troupes françaises aboutirait au massacre de tous les colons établis au Maroc et, sans doute, en Afrique du Nord.

Hypocrites, ceux qui, n'osant plus user de l'argument national, élargissent les frontières du nationalisme jusqu'à celles de l'Europe et, jouant sur les idées comme l'a fait le Président du Conseil, disent : « c'est la civilisation européenne que nous défendons contre des barbares », sachant bien que la civilisation européenne n'est pas solidaire des erreurs, de l'impérialisme, de la jactance d'un gouvernement proconsulaire français.

Hypocrites, ceux qui disent : « nous défendons le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, Le Maroc aux Marocains ! La République du Riff », n'étant pas sûrs du tout que, rendus à eux-mêmes, le Maroc ne retournerait pas à son anarchie féodale et sa misère, l'Afrique toute entière à son pullulement de petits sultanats féroces, à l'esclavage, aux épidémies.

Hypocrites, ceux qui disent : « ne troublons pas nos soldats qui, là-bas, défendent la Paix Française contre un aventurier, chef de pillards », sachant bien que ce qui trouble le plus nos soldats, c'est de mourir de la mort la plus atroce pour la soi-disant défense d'un pays qui n'est pas le leur et qui ne les a pas appelés.

Hypocrites, ceux qui disent : « puisque nous sommes réduits à nous battre, tirons au moins les conséquences de cette aventure, réservons un châiment exemplaire à ses auteurs responsables », sachant bien : 1° qu'on ne cause pas avec le wattman pendant la marche du convoi ; 2° que les responsables de ces affaires-là ne se découvrent jamais ; 3° qu'ils ne sont jamais punis ; 4° que, responsables, nous le sommes tous.

Hypocrites, ceux qui disent : « nous protégeons, là-bas, la civilisation moderne toute entière », sachant bien, au fond d'eux, que la civilisation perd plus qu'elle ne gagne à être défendue avec les armes de la barbarie, les fusils, les bombes d'avion et le blocus.

Hypocrites, ceux qui disent : « vous êtes aussi barbares qu'eux, la civilisation rifaine vaut la nôtre », sachant bien que ce n'est pas vrai, que la civilisation européenne réside dans une certaine méthode de pensée, créée par elle de toutes pièces, dans l'extension indéfinie de la liberté spirituelle et de l'enquête intellectuelle et qu'elle a pour emblèmes matériels des choses très précieuses et délicates, microscopes et tubes de serum.

Hypocrites, ceux qui disent : « le canon a toujours dû frayer la route au serum », sachant bien que la douceur, l'exemple et l'affection donnent des résultats préférables à ceux de la violence et plus durables qu'eux.

Hypocrites, ceux qui, pris au lacet des contradictions, s'en tirent en accusant les autres d'hypocrisie.

Malheureux, les hommes de bonne volonté qui, héritiers d'un monde où le bien et le mal se sont mélangés inextricablement, ne peuvent plus faire de départ dans cet héritage, ni choisir le bien, en rejetant le mal.

Assurément, il faut s'y efforcer, Mais un seul y a réussi, celui qui, plus hypocrite que nous tous, a dit au préalable : *Mon royaume n'est pas de ce monde*, et a eu toute licence de conseiller ensuite : *Rendez à César ce qui revient à César*.

Le XIX^e siècle a été dominé par le problème des Nationalités. Le problème colonial dominera le XX^e.

C'est aux colonies que se régleront le sort de l'Angleterre et celui de la France.

En se dépouillant elle-même de ses conquêtes, la Russie a sauvegardé son avenir. En dépouillant l'Allemagne des siennes, les vainqueurs de 1918 lui ont ménagé la plus sûre des revanches.

Jean-Richard BLOCH.

Réponse de M. GEORGES CHENNEVIÈRE

Je pense de la guerre du Maroc ce que je pense de toutes les guerres coloniales. C'est qu'elles constituent une violation systématique du droit des gens ; que, sous couleur d'introduire la civilisation européenne chez des peuples qui, pour la plupart, y demeurent réfractaires, elles servent avant tout des appétits industriels et financiers ; qu'elles ont enfin pour principal effet de sacrifier inutilement des hommes, et de propager dans le monde entier une haine légitime contre des nations qui n'ont plus à parler de civilisation depuis l'« affaire » de 1914-1918.

La question n'est même pas de savoir si nous représentons la civilisation au Maroc, mais si, oui ou non, nous y sommes chez nous. Est-il un homme sincère et juste qui puisse prétendre que nous ayons au Maroc plus de droits que les Marocains eux-mêmes ! J'ignore quelles sont exactement les vues d'Abd-el-Krim, et je me refuse à le juger d'après des récits de presse, mais eût-il le dessein de revendiquer pour tout son pays l'indépendance nationale, eût-il même celui de réclamer face à l'Europe l'autonomie de tout l'Islam, qu'il ne semblerait point faire autre chose que Charles Martel combattant à Poitiers pour l'intégrité de l'Europe Chrétienne, ou Kosciuszko combattant contre la Russie de Catherine II pour le rétablissement de la Pologne.

Je crois superflu de faire intervenir ici des raisons de parti, des ressentiments individuels ou des préférences sentimentales. Il suffit, pour répondre à la question d'un peu de bon sens, de logique et de loyauté. Nous assistons en 1925, au prélude du grand conflit qui va mettre l'Europe aux prises avec tous les peuples qu'elle a sciemment condamnés à la haine.

Georges CHENNEVIÈRE.

Réponse de Madame SÉVERINE

Contre toutes les guerres sans exception.

SÉVERINE.

Réponse de M. RENÉ MARAN

Vous avez bien voulu me demander ce que je pensais de la guerre du Maroc. Grâce à vous, je vais pouvoir me déborder un peu. Aussi, avant de pousser plus avant, je tiens à vous remercier d'avoir songé à m'adresser votre questionnaire.

Ecrivain d'esprit libre, vous savez que je n'accepte que les disciplines de la raison, de la vérité et de la justice. En conséquence, quelle que soit l'horreur que provoque en moi la guerre marocaine, je suis bien obligé de vous déclarer que c'est contre toute raison, contre toute vérité et contre toute justice que les communistes français et la République des Soviets font du Riff une république et d'Abd-el-Krim le président de cette république.

Abd-el-Krim est une sorte de sire de Coucy. C'est un aventurier féodal transposé dans les temps modernes et gisant, avec ses clans ou harkas, au fort des montagnes marocaines. De là, il tient sous sa mouvance les tribus voisines. A certaines époques, qui coïncident avec la fin de la saison des pluies et le début de la saison sèche, riche en récoltes de tous genres, aidé des tribus vassales, il razzie, tue ou rançonne les pasteurs et les cultivateurs sans défense ayant refusé de se soumettre à son autorité.

Il ne semble pas le moins du monde que ces actes soient ceux d'un président de la République. Aussi est-ce pourquoi je ne peux voir en Abd-el-Krim qu'un aventurier. Mais après tout — et l'article donné par A. Aulard, dans *Le Quotidien* du 5 juillet 1925, sur *Le coup d'Etat* du 18 brumaire, le prouve abondamment —, Napoléon lui-même n'a été qu'un aventurier, — un aventurier heureux.

**

Ce premier point traité, passons aux guerres coloniales, l'aventure riffaine n'étant qu'une guerre coloniale voulue, préparée, amenée.

Il n'est pas de guerre coloniale qui n'ait été voulue, préparée et amenée. Tous ceux qui ont séjourné longtemps aux colonies savent comment on parvient tôt ou tard à la faire déflager. La recette en est facile et tient en quelques mots. On accable de vexations les populations indépendantes. Si elles n'ont pas l'air de les goûter, on proclame qu'elles sont rebelles. Afin de faire éclater au grand jour une hostilité qui parfois se dissimule ou n'existe point, on essaie de les obliger à payer l'impôt — argent, bétail et récoltes — et à fournir des prestations en nature.

Que les rebelles se soumettent ou non à ces exigences, les administrateurs, qu'ils soient civils ou militaires, finissent par exposer, en des rapports aussi longs qu'admirables, que le pays commis à leur surveillance ne sera pacifié que grâce à une répression énergique.

Il est rare que cette action par les armes soit refusée en haut lieu. En 1913 par exemple, le gouverneur du Moyen-Congo, après s'être étonné, par lettre-circulaire, de la lenteur avec laquelle rentraient les taxes de capitation, rappelait à ses subordonnés de tous grades qu'il ne leur avait pourtant

jamais refusé les demandes de munitions nécessitées par les tournées de police qu'ils pouvaient avoir à entreprendre.

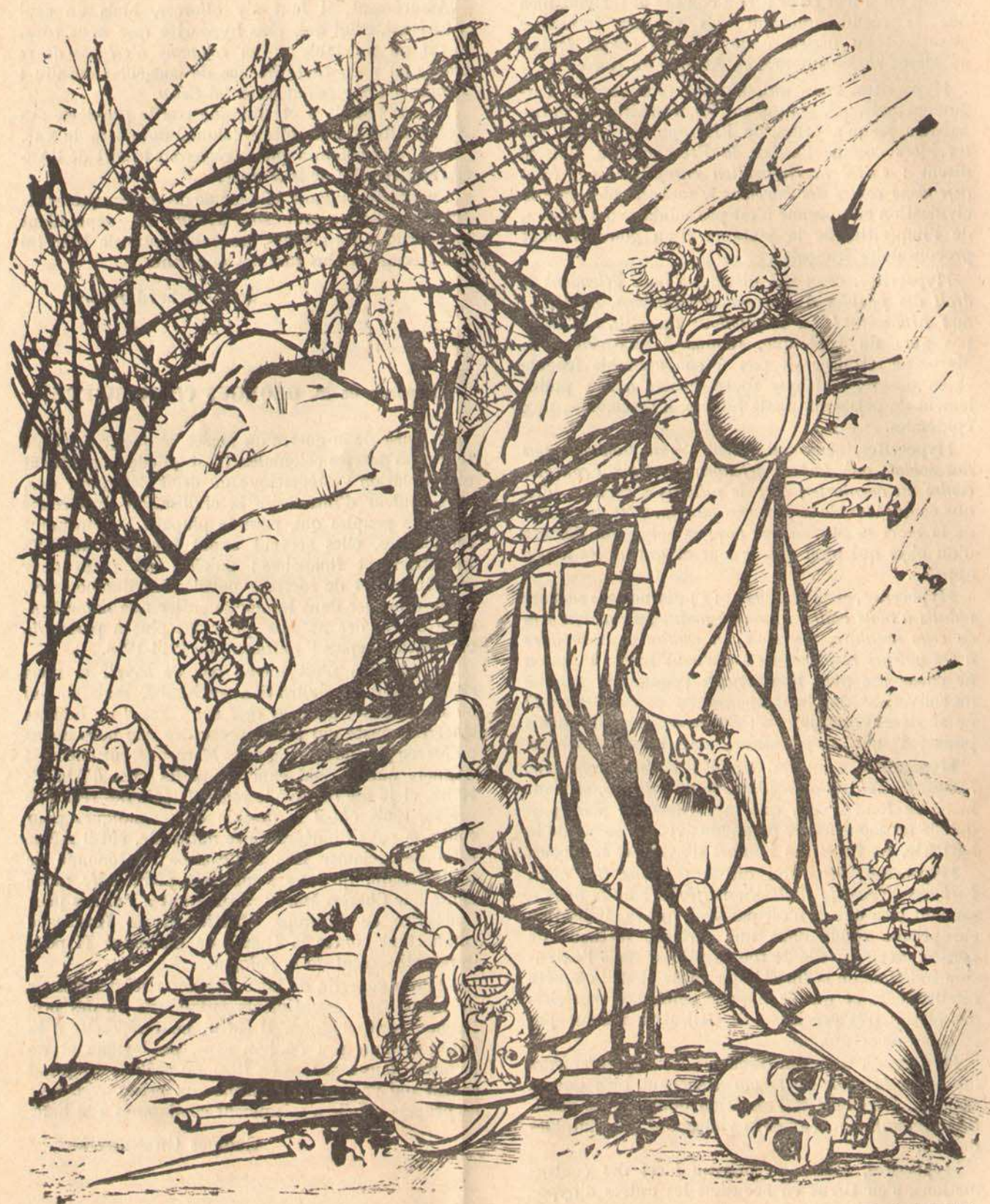
Des autorisations de ce genre sont donc rarement rejetées. Aussitôt, on organise plus ou moins soigneusement ce que, depuis Mussolini, on appelle une *expédition punitive*. Puis on entre en campagne. Et, à peine en campagne, la civilisation donne libre cours à son génie, fondé sur le meurtre collectif, l'assassinat et la destruction systématique.

On devine à quels résultats aboutissent ces carnages en lisant les lignes suivantes, qu'on trouvera aux *Instructions relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Administration en Afrique Equatoriale Française* :

« Vous proscrirez absolument les procédés de violence employés dans le but de soumettre les indigènes réfractaires fuyant notre contact. Explicables plus qu'excusables au début d'une occupation, alors que le pays, le nombre, l'armement, les mœurs des populations sont inconnus, ces procédés sont à condamner sévèrement dans l'état présent... Ces mesures brutales ont retardé l'heure où les indigènes se décideraient à la soumission. Au début, ils s'éloignaient de nous par la défiance de l'inconnu, la crainte d'être troublés dans leurs habitudes. Il eut fallu les rassurer, leur montrer comme sans danger notre présence. Ils devaient nous connaître par les avantages à retirer de notre contact. Par la rigueur on a obtenu des effets absolument contraires. Les indigènes ont été affolés par des tournées de police violemment conduites. Les villages abandonnés, sur le passage de la colonne étaient incendiés, les cultures détruites. On tirait sur les groupes en fuite, frappant au hasard. Dès qu'un casque blanc ou une chechia rouge était signalé, c'était la fuite de toute la population vers la brousse. Quand plusieurs opérations de ce genre s'étaient succédées dans la même région, on concevait la haine dont le blanc et ses agents indigènes étaient devenus l'objet. L'idée de vengeance parfaitement excusable, hantait le cerveau des indigènes ; l'embuscade menaçait tout agent isolé de l'administration. Un tirailleur ou milicien tombait atteint par quelques flèches. Il fallait, punir ce crime, laver l'insulte faite à l'autorité. Une nouvelle répression aveugle, atteignant le plus souvent des innocents, frappait les villages, asiles présumés du coupable. Si quelques-uns de ces dissidents se soumettaient, construisaient un village dans un lieu désigné par l'administration, la capitation, les prestations étaient immédiatement imposées à ces dissidents d'hier. Singulier moyen de leur faire apprécier les bienfaits de la soumission.

Là où cette politique a échoué, et il n'en pouvait être autrement, vous vous attacherez à apprivoiser les populations, aujourd'hui plus difficiles, c'est certain, à amener à nous que si aucune occupation n'avait été effectuée... L'exigence immédiate de l'impôt, les prestations dont l'indigène ne verrait que la peine, sans compensation, ferait perdre toute influence à des chefs considérés comme responsables, par leur soumission au blanc, des charges nouvelles imposées.

Ce document administratif, signé de Victor Augagneur, gouverneur général de l'A. E. F., date du 28 septembre 1921.



(Dessin de B. U.)

PRESTIGE FRANÇAIS

Il prouve d'abord, malgré les cris, les protestations, les injures, les sarcasmes, les campagnes de la presse métropolitaine et coloniale, les interpellations à la Chambre, que toutes les accusations ramassées objectivement en *Batouala*, étaient et sont encore d'une exactitude irréprochable. Il prouve ensuite que les méthodes de la civilisation sont toujours restées égales à elles-mêmes.

Tous les villages flambaient sur la route suivie par la mission des capitaines Voulet et Chanoine. On fusillait les hommes, on distribuait les femmes aux tirailleurs écrivait Clémenceau dans l'*Aurore* du 3 octobre 1889.

Dans un article qu'il a donné au numéro de l'*Ordre Naturel* du 5 janvier 1924, le général Percin, après avoir rappelé que *Le XIX^e Siècle* du 10 novembre 1892 avait informé ses lecteurs que le colonel Dodds avait donné l'ordre à ses troupes de fusiller les prisonniers et les blessés qui tomberaient entre leurs mains, reproduit sans commentaire la dépêche suivante de l'agence Havas se rapportant à la campagne du Dahomey : « Le colonel Dodds ne se propose pas de rester à Abomey après la prise de la ville. Il la brûlera complètement. En se retirant, il détruira Kana de fond en comble. Il ravagera les villages qui se sont déclarés contre nous, de manière à leur infliger un châtiment dont les populations conserveront un souvenir durable. »

Toutes ces ignominies préparées, toutes ces horreurs voulues et nécessaires, on les retrouve dans les deux télégrammes publiés ces temps derniers par l'*Humanité*.

I

Numéro 562 C. O. — Lorsque vous informez des pertes subies par dissidents, bornez-vous à indiquer nombre de tués ou blessés, nombre animaux détruits, sans spécifier âge ou sexe.

Quezzan, le 11 novembre 1921.

Le Capitaine de Feraudy.

II

Numéro 15.430. — Prière faire connaître si vous avez été appelé à donner à vos commandants de postes des instructions différentes de celles ordonnées au § 3 de mon télégramme 1.468 du 22 novembre en ce qui concerne firs artillerie et mitrailleuses sur laboureurs dissidents ensemençant dans rayon action des postes.

Dans quelques semaines il sera possible de repérer tous les terrains ensemençés et c'est à ce moment là qu'il sera possible de me rendre compte de quelle façon ont été exécutées sur tout le front insoumis les prescriptions de mes télégrammes 1.468 du 22 novembre et 1.481 du 25 novembre.

Quezzan, le 13 décembre 1922.

Le colonel Colombat.

Sournoise, l'excitation à la révolte sourde ici tout entière. On la prend sur le vif. Politique de duplicité et de cruauté, celle qui prétend soumettre les gens qu'elle affame. Qu'aurait-on dit ou écrit des Allemands, si, de 1914 à 1918, ils avaient agi de la sorte

envers les pays occupés ? La provocation froide, la provocation méthodique n'a jamais soumis qui que ce soit. Elle effraie tout au plus et, par suite, incline à une feinte résignation où, patiente, la vengeance couve, attendant son heure, qu'elle soit tardive ou non — mais elle ne soumet pas.

Et cette politique s'exerce d'autant plus maladroitement que ceux qui la mènent ne savent que peu de choses des populations sur lesquelles ils la pratiquent. Ces populations, ils ne les connaissent qu'en surface. S'ils étaient francs ils prendraient à leur compte cet aveu confié à Dorgelès, à propos des annamites, par le vieil évêque de Hué : « Au bout de quelques mois, je croyais les connaître, lui dit-il. Au bout de vingt ans, j'ai compris que je ne savais rien (1) ». Ils appliqueraient aux Berbères ce texte du docteur Paul Barret, extrait de son ouvrage sur *La Nature et l'Homme Noir*. « Le noir, écrivait-il, ne sait pas. Il ignore ce qui l'entoure. Il s'ignore lui-même. Y mit-il même bonne grâce, il nous servirait mal. Pour nous civilisés, sa vie propre, ses mœurs, ses usages sont difficiles à pénétrer. D'abord parce que, séparés de toute la distance d'une inégalité de conditions si radicale, empêchés de nous mêler à ses habitudes par notre ignorance d'un idiome mobile et changeant à chaque coude de rivière, à chaque bouquet de bois, nous n'allons saisir qu'à la volée ce que le hasard voudra bien nous offrir. Puis, s'il nous ouvre certaines portes, il en est plus encore que l'indigène tient fermées. Mystérieux par tempérament et par raison, coutumier du soupçon, pratique d'une dissimulation très avancée, à laquelle le dispose son propre caractère et le déterminent tout à fait le sentiment paralysant de sa faiblesse vis-à-vis du blanc et les traitements puniques dont celui-ci, usant quelquefois de représailles, n'a pas toujours été ménager à son endroit. Pour ces raisons et suivant le degré plus ou moins policé de son éducation, le noir nous considère au moins comme des étrangers dont il a d'instinct méfiance, ou des ennemis riches dont il regarde avec une arrière-pensée de colère peureuse la personne et les biens qu'il n'a pas. »

Les mêmes remarques faites par Dorgelès à propos des annamites et par le docteur Paul Barret à propos des noirs, ont été tour à tour formulées par Pierre Loti, Claude Farrère et Isabelle Eberhardt, à propos des turcs, des arabes et des marocains.

**

Donc qu'Abd-el-Krim ne soit qu'un chef de brigands, c'est possible et même plus que vraisemblable. Mais Lyautey, ses lieutenants et tous ceux qui les soutiennent lui ressemblent comme deux gouttes d'eau. Au reste, il y a beau temps que la fameuse conquête en tache d'huile s'est muée en nappe de sang.

Il en sera d'ailleurs ainsi tant que le Maroc sera dirigé par un haut commissaire militaire. « La guerre, disait Renan dans l'admirable ouvrage qu'il a consacré à Marc-Aurèle, la guerre est chose brutale. Elle veut des brutaux. L'armée est un reste de barbarie que l'homme de progrès conserve comme un mal nécessaire. »

(1) « Sur la Route Mandarine », page 131.



Or les militaires, assassins assermentés, honorés et salariés, ont tout intérêt à perpétuer la guerre. Ils sont les nécrophores du meurtre. Ils le malaxent et le roulent en boule, avec la délectation jubilatoire qu'apporteraient à cet exercice les bousiers décrits par J.-H. Fabre. Lorsque la guerre sommeille, ils l'agacent jusqu'à ce qu'elle se réveille. Elle est pour eux un besoin.

Fait curieux et qui a été noté par tous les coloniaux avertis, les révoltes des populations signalées comme étant hostiles, pour sporadiques qu'elles soient, surviennent toujours, soit à la prise de possession du commandement de telle ou telle région, soit un trimestre ou un semestre avant que le titulaire dudit commandement ne passe le service à son successeur.

La périodicité synchronique de ce phénomène ne surprendra que les non-initiés. Leur surprise cessera du jour où ils auront compris qu'elle est commandée nécessairement par l'inscription au tableau d'avancement et les propositions à titre exceptionnel pour la médaille ou la croix.

Voilà pourquoi les guerres coloniales durent si longtemps. Voilà pourquoi elles renaissent dans le moment qu'on les croit éteintes. Les militaires ont leurs chasses gardées. Ils y rabattent soigneusement les hostilités et les rébellions, n'ayant aucun intérêt à dépeupler un domaine qui leur dispense honneurs, galons, richesses et souvenirs magnifiques et monnayables, prélevés dans les razzias et les pillages.

Si Augagneur, gouverneur général civil à poigne, n'était pas allé à Madagascar, la Grande Ile ne serait pas encore pacifiée de nos jours. Tant qu'on n'enverra pas au Maroc un haut commissaire civil à poigne, les militaires, parce que c'est leur métier, continueront à y entretenir la guerre.

Or, pour toutes sortes de raisons, il est vraiment temps que la France, la seule des nations européennes qui, depuis un siècle, ait toujours été en guerre, mette enfin un frein à son aveugle rapacité impérialiste.

Avec l'Angleterre, mais plus que l'Angleterre, elle est responsable de cette confuse angoisse et de ce grand malaise qui travaillent le vaste monde, du Maroc aux confins de l'Asie, en passant par l'Algérie, la Tunisie, l'Égypte et l'Inde.

Mais cette responsabilité, elle n'en veut pas, elle la rejette sur la propagande bolcheviste, qui, en soi, est bien peu belle — comme si c'étaient les bolchevistes qui avaient été obligés de recruter les arabes, les marocains et les nègres, défenseurs de la justice, de la civilisation et du droit, à coups de triques, à coups de fusils et à coups de mitrailleuses.

Si malfaisante et si pernicieuse que soit, sous son apparence humanitaire, la doctrine bolcheviste, (2) il faut que la France paie l'intérêt de ses propres fautes. Jamais les doctrines bolchevistes n'auraient eu des chances de germer, si l'impérialisme colonial-français ne lui avait inconsciemment préparé le terrain, en éveillant des races, voire des nationalismes.

**

Pour me résumer, une fois de plus, j'ai le sentiment que malgré les protestations, les dénégations, les appels au progrès, au droit, à la justice et à la solidarité humaine, la guerre du Maroc, guerre voulue et provoquée, est injuste et abominable.

Mais si injuste et abominable qu'elle soit, je suis d'avis, puisqu'elle est commencée, qu'on doit la poursuivre et la finir victorieusement.

Il est en effet trop tard pour reculer. L'islamisme, aux écoutes de nos faiblesses, aux aguets de nos défaillances, attend, immobile.

Que nous fléchissions et nous irons vers ce chaos sanglant que Guglielmo Ferrero semble prévoir dans son *Discours aux sourds*.

Or, cette fois-ci, la France n'a pas le droit de céder, elle qui, si souvent, en dépit de ses dires, a fait œuvre de mauvaise européenne. Si elle cédait, elle déclencherait peut-être les guerres raciales, qui, lentement à l'horizon des peuples et des races, commencent de surgir.

Guerres raciales, guerres inexpiables, il est du devoir de la civilisation occidentale de les retarder autant que possible, puisqu'elle a la force et prétend disposer de la raison.

Et cette civilisation, qui meurt de ne savoir limiter ses appétits, y parviendrait sans peine, si elle avait la volonté, après les avoir méditées, de comprendre et de mettre en pratique les nobles et hautes paroles du grand philosophe anglais Herbert Spencer.

« Tant que parmi nous, disait-il à ses compatriotes, l'administration des affaires coloniales reste telle que les tribus indigènes, pour avoir usé de représailles contre les anglais, qui ont violé leurs droits, sont punis,

(2) M. René Maran se montre ridiculement injuste et fort mal renseigné à l'égard du bolchevisme. Qu'il n'oublie pas que c'est le bolchevisme qui a donné naissance à la Russie des Soviets, et que l'U.R.S.S. s'avère aujourd'hui comme la seule nation qui protège effectivement les peuples opprimés; qui assure internationalement la défense des races de couleur qui, comme la race noire à laquelle appartient l'auteur de *Batouala*, en est encore réduite, sous le joug colonial des bourgeoisies impérialistes, à l'état d'esclavage. Nous aurions désiré, dans un tel numéro, ne donner aucun commentaire à aucune réponse. Mais nous ne pouvons tolérer ici d'aussi grossières attaques formulées de façon aussi simplistes et sur le plan le plus foncièrement bourgeois. (n. d. l. r.)

non pas d'après l'esprit de justice, mais d'après leur principe perfectionné du massacre en masse, en retour d'un simple meurtre, il y a peu de chances pour qu'une doctrine politique, fondée uniquement sur le respect des droits d'autrui, soit généralement adoptée.

Et sa conclusion, terriblement vraie alors, est de nos jours plus que jamais terriblement vraie : *« Il est impossible d'obtenir les bienfaits de la justice dans son pays quand on pratique l'injustice à l'étranger ».*

René MARAN.

Réponse de M. CHARLES-HENRY HIRSCH

Je m'honore d'avoir écrit ces trois phrases plus de mille fois répétées en scène, par toute la France, et unanimement applaudies :

Nul n'a droit sur la vie du prochain.

La guerre tue jusqu'au bout.

Ceux qui en sont les auteurs responsables, n'en meurent jamais.

Si ces trois vérités étaient admises comme un dogme par les peuples il n'y aurait plus de guerre, ni internationale, ni civile. Le mobile de toutes les tueries est le lucre et on leur attribue de nobles raisons.

L'orthodoxie officielle représente les Riffains comme des pillards. Ils suivent un chef qui proclame la guerre sainte. Celui-ci les trompe, autant que l'opinion publique, en France et en Espagne, est trompée. Abd-el-Krim entraîne ses tribus pour la plus grande gloire d'Allah et il vise uniquement à des avantages matériels. Les troupes d'Europe soutiennent l'honneur de leur drapeau, sans connaître que cet idéal couvre les grandes affaires d'argent de quelques agioteurs ou trafiquants, lesquels ne se battent pas. C'est une nouvelle saignée de la jeunesse métropolitaine. Je ne déplore pas moins les pertes en « marocains fidèles », ces guerriers de harkas dont les chefs se sont soumis moyennant des cadeaux d'or et de décorations. La plupart des officiers qui ont servi en Afrique le savent, pour avoir négocié de ces soumissions.

Coloniale, de grande puissance à grande puissance, entre compatriotes *a fortiori* — toute guerre est un massacre d'innocents. Je souhaite la paix au Maroc et sur le globe entier, à jamais, de toute mon intelligence et de tout mon cœur —, « pour l'amour de l'humanité », ainsi parle au Pauvre le don Juan de Molière.

Charles-Henry HIRSCH.

Réponse de M. le Professeur RUYSSSEN

La Rédaction de Clarté me demande mon opinion sur la guerre du Maroc. Je réponds bien volontiers à son appel, en m'excusant de ne pouvoir être aussi bref qu'elle le souhaiterait peut-être. Mais on admettra sans doute que je ne puisse me contenter ni du parti pris satisfait de nos nationalistes, ni des condamnations sommaires de certains communistes.

Honnêtement, on ne peut isoler l'affaire marocaine

de la question coloniale toute entière. Admet-on la légitimité, voire la nécessité de l'expansion coloniale ? Tout est là.

Certes, je conçois fort bien que pour des raisons morales et sentimentales très respectables, on préfère à l'activité colonisatrice, qui ne va guère sans quelque violence, l'humeur pacifique des peuples sédentaires... s'il y en eut jamais. Mais je n'arrive pas à me représenter ce que serait la civilisation moderne, si l'on retranchait de l'histoire les pages écrites par Carthage, la Grèce et Rome, par Gènes et Venise, par l'Espagne, la France et l'Angleterre. L'humanité sans doute en serait encore à un stade de dénuement matériel et de misère morale qu'elle a dépassé parce qu'il s'est trouvé des peuples inventifs et expansifs, qui ont porté aux peuples attardés les arts de la guerre, mais ceux de la paix aussi, à leur profit, sans doute, mais à l'avantage également des primitifs qu'ils éveillaient à des besoins nouveaux.

Il n'est que trop vrai que les expéditions coloniales ont été souvent souillées de violences d'autant plus exécrables qu'elles étaient en général inutiles ou même désastreuses pour les colonisateurs eux-mêmes. Mais faut-il, au nom des excès, condamner le système ?

En ce qui concerne le Maroc, personne ne peut nier que l'occupation en ait été relativement facile et pacifique ; nul ne peut davantage nier que nous y ayons apporté la sécurité, là où les pilleries mutuelles étaient constantes. Nous y avons ouvert des écoles et des dispensaires, créé des marchés, tracé des routes et des voies ferrées ; de sorte que si je me demande de quel côté est la civilisation, je ne puis la trouver dans le camp d'Abd-el-Krim, avec ses avions détraqués et ses machines à écrire sans dactylos.

Que si, au surplus, on me prouve que nous sommes allés provoquer chez lui le pacifique sultan d'Ajdir, profitant sournoisement de l'échec espagnol pour pousser une offensive dans le Riff, je suis tout prêt à m'indigner... à condition de réserver la même réprobation à l'égard des provocateurs qui pourraient bien se trouver à Moscou... ou tout simplement à Paris, parmi les faux pacifistes d'Extrême-Gauche ; que certains faits récents ont, semble-t-il, assez clairement démasqués.

Th. RUYSSSEN.

Réponse de M. le Professeur RICHET

C'est toujours pour moi une grande joie quand je vois votre écriture et une grande peine quand je ne suis pas complètement de votre avis.

Or, pour cette guerre du Maroc, il me paraît :

1° Qu'il serait — comme vous le pensez — absurde et presque criminel de vouloir conquérir le Riff ? Mais telle n'est pas l'intention du gouvernement.

2° Les Riffains sont des pillards qui ont molesté, saccagé les plantations agricoles du Maroc soumis à la domination du Sultan, et de la France. Nous nous sommes constitués leurs protesteurs, leurs défenseurs et nous ne pouvons pas les abandonner.

3° Céder à Abd-el-Krim qui est un despote fan-

tastique et cruel, ce serait abandonner de fait toute notre colonie algérienne, c'est-à-dire un vrai désastre.

Donc il ne serait pas sage, ni même juste, de renoncer à notre colonie africaine, car nous donnons aux populations arabes la santé, la paix, qu'ils n'ont jamais eues tant qu'ils étaient soumis à des tyrannies à demi sauvages.

Charles RICHET.

Réponse de M. CHARLES GIDE

Si, comme il est dit dans votre questionnaire, il existe une République Riffaine, envahie sans raison, et qui revendique son indépendance, je pense, sans nul doute, qu'il faut désavouer cette agression et retirer nos troupes.

Mais la question m'apparaît moins simple. On avait cru jusqu'à présent que le Riff était dans la zone espagnole et que la question de son indépendance ne regardait que l'Espagne. Or nous voyons aujourd'hui la guerre transportée dans la zone française. Faut-il en conclure que cette zone faisait partie de la République riffaine et que le maréchal Lyautey a eu le tort de l'envahir ? Faut-il croire qu'elle n'appartient nullement au Riff et que c'est Abd-el-Krim qui l'a envahie pour l'annexer ? Faut-il croire enfin que les tribus au nord de l'Ouergha se sont soulevées spontanément pour se rattacher à celles du Riff ? Quoique cette dernière explication me paraisse la plus vraisemblable des trois, je n'ai pas de documents suffisants pour me prononcer.

En supposant que cette dernière explication soit la vraie, la question qui se pose n'est plus simplement celle de la reconnaissance de la République riffaine, mais celle beaucoup plus ardue, de la reconnaissance du droit de sécession pour les portions de population qui désirent se séparer du pays dont elles faisaient partie.

Mais sans entrer dans cette discussion de principes et pour nous en tenir à la question de fait, je pense qu'Abd-el-Krim a tous droits à être traité en belligérant — et même que la guerre qu'il mène sur deux fronts à la fois (et avec succès jusqu'à présent sur les deux) — devrait lui valoir la considération des militaristes. Il convient donc de s'informer de ce qu'il demande et d'y faire droit, dans les limites où ses réclamations ne se heurteraient pas à celles des tribus indigènes habitant notre zone.

Mais jusqu'à présent il ne semble pas qu'il ait formulé de revendications positives et cette réserve rend un peu suspectes ses intentions.

Charles GIDE.

Réponse de M. le Professeur CAZAMIAN

Que puis-je vous dire ? Comme homme, comme Français, je regrette profondément cette guerre du Maroc. J'admire et je plains nos soldats, soumis à de si cruelles épreuves. J'admire et je plains leurs adversaires, qui ne souffrent pas moins, et dont le

courage n'est pas moindre. J'attends avec l'impatience de la douleur que le carnage cesse, et je ne veux pas croire qu'il soit au-dessus des forces humaines d'y mettre fin en plein accord avec la raison et avec le cœur.

L. CAZAMIAN.

Réponse de M. le Professeur A. PRENANT

Vous me demandez ce que je pense de la guerre du Maroc. J'en pense ce que pensent de toutes les guerres tous les hommes libres de toute préoccupation politique, soustraits à tout intérêt égoïste. Il faudrait écrire ou plutôt reproduire des milliers de pages, si souvent écrites déjà, pour énoncer les mille arguments capables de montrer que toute guerre est bête et criminelle. Dans toutes les guerres, le même sophisme monstrueux se retrouve. Frère de : vérité en deçà, erreur au delà, il est ici : justice d'un côté, agression de l'autre. La version officielle de ceux qui prétendent incarner la France est que l'agression vient des Marocains, qui ont le tort de vouloir rester Marocains, et que la justice est de notre côté à nous qui avons le devoir, par une opération de simple police, de réduire et de punir des rebelles. C'est un point de vue : ce n'est pas obligatoirement celui de tous ceux qui, Français cependant, ne sont pas professionnellement et traditionnellement obligés d'incarner la France. Il est incontestable, pour un homme politiquement libre et simplement sensé que les responsabilités premières incombent à ceux qui ont passé l'eau et sont venus là où d'autres étaient établis avant eux. Mais n'est-il pas naïf de parler de justice et de responsabilités, quand celui qui a la force a la justice pour lui, malgré ou plutôt avec la Société des Nations, et qu'il peut allègrement supporter toutes les responsabilités. N'est-il pas d'une suprême ironie de parler de l'honneur d'un pays, quand on sait que seuls les intérêts de quelques-uns sont en jeu, et non pas de ceux de l'Etat, c'est-à-dire les vôtres et les miens. Notre intérêt commun est que la vie de nos enfants soit épargnée, et que ne s'en aillent pas en fumée des centaines et centaines de millions, que réclament tant d'œuvres de paix, de vraie prospérité et de justice sociale qui restent à créer. Mais on voit bien, n'est-ce pas, par mon langage, que je n'ai pas le tempérament d'un homme d'Etat, et surtout de moderne Etat. De ce que je n'en ai ni le tempérament, ni les capacités, ni les obligations, je profite, en simple citoyen, pour déclarer haïssable la guerre du Maroc, ainsi que toutes les autres.

Prof. A. PRENANT.

Réponse de M. EDOUARD DUJARDIN

Est-ce la grande chose de 1914 qui recommence ? En 1914, seule l'Union Sacrée se fit entendre ; la protestation monta plus tard et peu à peu des cœurs ; aujourd'hui, les communistes donnent à plein gosier.

Il est impossible de ne pas reconnaître dans l'Union Sacrée de 1925 la reprise *da capo* du concert de 1914 ;

il est impossible de ne pas reconnaître dans la clameur communiste la discipline d'un parti qui obéit à une directive.

Nous nous refusons, nous, à emboîter le pas à l'Union Sacrée ; et nous nous refusons, nous, à hurler aux ordres d'un parti, même communiste.

Nous essaierons d'écouter la voix la plus épurée de la raison ; nous essaierons d'écouter la voix qui parle du profond des entrailles à qui consent le pathétique effort de prêter l'oreille dans la nuit.

Edouard DUJARDIN.

Directeur des Cahiers Idéalistes.

Réponse de M. PIERRE BONARDI

Je pense de la guerre du Maroc ce que je pense de toutes les guerres civiles et militaires : *Il n'y a pas d'idée qui justifie une hécatombe guerrière ou révolutionnaire.*

Ou bien nions l'esprit et glorifions la matière, nous la justice et glorifions la force.

On me dit : Vous parlez d'idées, considérez plutôt les faits, les engrenages, les enchaînements. Vous ne pourrez plus vous satisfaire d'une déclaration de principe.

Bien. Ou quelque chose est juste dans l'esprit de l'expansion coloniale ou tout y est faux. A-t-on le droit de civiliser les gens malgré eux ? Si vous dites oui en pensant au communisme, ne dites pas non en pensant aux pleupades arriérées.

Quand vous aurez retenu ce « non », j'ajouterai : Mon avis et le vôtre, c'est ce qu'il y a de toute évidence une manière pacifique...

Toutes les fois que la pénétration pacifique a été maladroite, ou qu'elle a été faussée sans obligations immédiates, les coloniaux sont des criminels.

Donc s'il est vrai qu'Abd-el-Krim est le loyal représentant d'une république riffaine loyalement désirée par les riffains ;

s'il est vrai qu'il n'a recours à la révolte, à l'insurrection, à la guerre que poussé par l'indignité des civilisateurs ;

s'il est vrai que cette guerre n'a pas été déclanchée par des haines basement intéressées ;

Je crie : La guerre du Maroc est une ignominie. *Anathème sur les coupables quels qu'ils soient.*

J'ai posé ces conditionnels parce que je ne suis pas mieux renseigné que la plupart de mes contemporains, et aussi parce que j'ai assisté à certains événements que je livre à vos méditations :

En 1913, j'étais sur le Moyen-Niger au milieu des populations *bellas* que nous avions affranchies de la domination targui et libérées.

Les touareg se considérant seigneurs et maîtres des *bellas* pillaient les greniers et affamaient les *bellas* qui vinrent nous dire :

« Ou remettez-nous dans notre esclavage, ou faites la guerre aux Touareg ».

Cette guerre-là (1915-16) était-elle admissible ?

Or si je sais cela que j'ai vérifié sur place, je sais peu de choses du Maroc.

Que la vérité soit parfaitement connue demain et vous connaissez mes sentiments. Mais d'abord connaître la vérité !

Encore une fois *rien ne justifie la mort d'un homme dans une bataille où il est mené de force*, mais les enchaînements, cher Henri Barbusse, *les enchaînements* !!

Pierre BONARDI.

Réponse de M. RENÉ MAUBLANC

M. Painlevé, pauvre honnête homme aux prises avec des événements trop grands pour lui, nous a dit : C'est la guerre de la civilisation contre la barbarie. Ce qui prouve que les formules les plus éculées peuvent toujours resservir.

Je réponds : On nous a appris à admirer les peuples en lutte pour leur indépendance, et les chefs qui les mènent à la bataille contre l'envahisseur et le colonisateur. Vous qui êtes pour Vercingétorix contre Jules César, pour Washington contre les Anglais, pour Bolivar contre les Espagnols, pour les Boërs contre les mêmes Anglais, vous ne pouvez pas être pour Lyautey contre Abd-el-Krim.

Vous dites : Ce n'est pas la même chose. En effet, car la conquête romaine, pour ne prendre qu'elle, était certes plus légitime que la conquête française. Il est plus facile de distinguer le civilisé du barbare entre Jules César et Vercingétorix qu'entre Abd-el-Krim et Lyautey. Pourquoi donc Vercingétorix est-il un « héros », Abd-el-Krim un « rebelle » ?

Si vous persistez à dire : Ce n'est pas la même chose, vous avouez que vous possédez deux morales : l'une à l'usage des pays étrangers, où la justice doit triompher du vol, l'autre à l'usage de votre patrie, où le vol est légitime s'il est commis par vos compatriotes. Ce qui revient à dire : La France au-dessus de la morale, ou *Frankreich über alles*, ou tout ce qui est national est nôtre, autrement dit un crime national est une belle action. Si c'est là du patriotisme, le patriotisme est une pauvre chose.

Nous croyons et disons aussi qu'un seul résultat peut justifier la colonisation : c'est que la métropole élève sa colonie à une conscience assez claire pour lui donner des moyens d'échapper à sa tutelle. La seule raison d'être de la colonisation, c'est l'émancipation de la colonie. Ceux qui nous reprochent cette thèse comme « bolcheviste », renvoyons-les à une phrase prophétique que Turgot écrivait trente ans avant la guerre de l'indépendance Américaine : « Les colonies sont comme ces fruits qui ne tiennent à l'arbre que jusqu'à leur maturité : devenues suffisantes à elles-mêmes, elles firent ce que fit depuis Carthage, ce que fera un jour l'Amérique ». (*Discours sur les progrès successifs de l'esprit humain* 1750).

Saluons ce premier appel au droit des colonies à disposer d'elles-mêmes, et ne renions pas notre doctrine, si, sur les bords où fut Carthage, d'autres peuples, à nos dépens, se sentent devenir « suffisants à eux-mêmes ».

René MAUBLANC.

Appel aux Travailleurs intellectuels

Oui ou non, condamnez-vous la guerre ?

Les tragiques événements du Maroc mettent en demeure les écrivains, les « travailleurs intellectuels » tous ceux qui par quelque point ou à quelque degré exercent une influence sur l'opinion et jouent par là un rôle public, de juger ce qui se passe en ce moment en Afrique ; de dire si oui ou non ils sont d'accord avec des iniquités politiques dont la trame est trop visible ; si oui ou non il leur suffit d'émettre contre la sanglante réalité, quelques béats regrets humanitaires. Les faits sont là.

Contre la guerre du Maroc, cette nouvelle grande guerre qui se déploie et s'allonge sept ans après le massacre de dix sept cent mille Français et de dix millions d'hommes dans le monde, nous sommes quelques-uns qui élevons hautement notre protestation.

Nous avons trop médité l'expérience de l'histoire et surtout l'histoire des guerres coloniales, pour ne pas dénoncer l'origine impérialiste, ainsi que les conséquences internationales probables de cette guerre.

Nous nous déclarons résolument opposés aux pratiques d'une diplomatie secrète qui semblent rencontrer un renouveau de faveur après avoir été solennellement répudiées et qui risquent de nous lier demain dans la poursuite d'une aventure ruineuse, stérile et toute pleine de nouveaux conflits éventuels.

Nous estimons qu'il n'y a plus à se réfugier dans les sophismes par lesquels ceux qui capitulent devant les pouvoirs consacrés, s'acquittent trop facilement avec leur conscience : « Ce n'est plus le moment d'intervenir puisque l'action militaire est engagée... L'honneur de la France, etc... »

En effet, nous avons été mis en présence du fait accompli, mais ce n'est pas une raison pour accepter la grossière intimidation de ce procédé usuel des gouvernements. En effet, l'honneur de la France est engagé, mais d'une façon beaucoup plus large et profonde que vous ne voulez le croire, et dans un autre sens que celui que vous voulez croire.

Emus et révoltés par les atrocités commises de part et d'autre sur le front de l'Ouergha nous constatons qu'elles sont inhérentes à toutes les guerres, et que c'est la guerre qu'il faut déshonorer.

Nous protestons contre le nouveau régime de censure établi depuis le commencement des hostilités dans l'intention de cacher des vérités que le pays a besoin de connaître.

Nous proclamons une fois de plus le droit des peuples, de tous les peuples, à quelque race qu'ils appartiennent, à disposer d'eux-mêmes.

Nous mettons ces clairs principes au-dessus des traités de spoliation imposés par la violence aux peuples faibles, et nous considérons que le fait que ces traités ont été promulgués il y a longtemps, ne leur ôte rien de leur iniquité. Il ne peut pas y avoir de droit acquis contre la volonté des opprimés. On ne saurait invoquer aucune nécessité qui prime celle de la justice.

Nous faisons appel par dessus les disputes passionnées des partis politiques :

A la volonté pacifique d'une opinion que toute une presse opulente s'occupe beaucoup plus à trahir qu'à éclairer.

Au gouvernement de la République pour qu'il arrête immédiatement l'effusion du sang au Maroc par la négociation des clauses d'un juste armistice.

A la société des Nations pour qu'elle justifie son existence par une intervention urgente en faveur de la Paix.

HENRI BARBUSSE.

Rédaction de Clarté : Georges ALTMAN. — Georges AUCOUTURIER. — Léon BAZALGETTE. — Jean BERNIER. — Edouard BERTH. — J.-R. BLOCH. — Henri BRU. — Victor CRASTRE. — Marcel EUGÈNE. — C. FÉGY. — Marcel FOURRIER. — C. FREINET. — G.-P. FRIEDMANN. — Paul GUITARD. — Alix GUILLAIN. — Henri HISQUIN. — René MAUBLANC. — Jean MONTREVEL. — Léon MOUSSINAC. — SERGE. — VAILLANT-COUTURIER. — VICTOR SERGE.

Groupe surréaliste : Maxime ALEXANDRE. — Louis ARAGON. — Antonin ARTAUD. — J.-A. BOIFFARD. — André BRETON. — René CREVEL. — Robert DESNOS. — Paul ELUARD. — Francis GÉRARD. — Michel LEIRIS. — Mathias LUBECK. — Georges MALKINE. — André MASSON. — Max MORISE. — Marcel NOLL. — Benjamin PERRET. — Philippe SOUPAULT. — Roland TUAL. — Roger VITRAC.

Groupe Philosophes : Norbert GUTERMANN. — Henri LEFEBVRE. — Pierre MORHANGE. — Georges POLITZER.

Georges ADRIAN. — René ARCOS. — AUTANT. — Marcel BATILLAT. — Charles BELLAN. — Camille BELLIARD. — Prof. CAZAMIAN. — Michel CORDAY. — CHAMPEAUX. — Géo-CHARLES. — Georges CHENNEVIÈRE. — Albert CRÉMIEUX. — René DAVENAY. — DONCE-BRISY. — DESANGES. — Georges DUHAMEL. — Gustave DUPIN. — Florent FELS. — Léon FRAPIÉ. — André GERMAIN. — L. DE GONZAGUE-FRICK. — Albert GLEIZES. — Claude GIGNOUX. — Louis GUÉTANT. — Pierre HAMP. — Han RYNER. — Ch.-H. HIRSCH. — Henri JEANSON. — Joseph JOLINON. — Francis JOURDAIN. — Frantz JOURDAIN. — Mme LARA. — Bernard LECACHE. — Jean LURÇAT. — Victor MARGUERITE. — Marcel MARTINET. — Luc MERIGA. — Marcel MILLET. — Mathias MORHARDT. — Henri MIRABEL. — Pierre PARAF. — Georges PIOCH. — Henry POULAILLE. — Professeur A. PRENANT. — Gabriel REUILLARD. — Jacques ROBERTFRANCE. — Romain ROLLAND. — Charles ROCHAT. — Jean ROSTAND. — Jules RIVET. — Jacques SADOUL. — Marcel SAY. — SÉVERINE. — Pierre SCIZE. — Paul SIGNAC. — Henry TORRÈS. — Charles VILDRAC. — Léon WERTH. — VLAMINCK. — Maurice WULLENS, etc...



Les Intellectuels aux côtés de la Patrie

Adresse aux Troupes françaises qui combattent au Maroc

« Une protestation » contre la guerre du Maroc » a été communiquée ces derniers jours à la presse par un groupement d'ailleurs fort restreint. Ceux qui ont pris l'initiative de ce manifeste — où ils osent affirmer que nous menons contre Abd-el-Krim « une guerre inspirée par l'impérialisme » — se sont décernés à eux-mêmes ce titre « Les Travailleurs intellectuels », comme s'ils étaient qualifiés pour parler au nom de la pensée française. (*sic* l. n. d. l. r.)

Les soussignés, en dehors et au-dessus de toute considération politique, s'élèvent avec fermeté et indignation contre une pareille prétention. Si quelques intellectuels, ou qui s'estiment tels, se sont rangés du côté de la Révolution, l'immense majorité des savants et écrivains demeure elle, du côté de la patrie. Ceux-là qui n'ont pas cru nécessaire d'élever la voix en faveur des milliers d'hommes qui formaient, en Russie, l'élite de l'intelligence, et qui, depuis six années ont été torturés et exécutés en masse par les bourreaux du bolchevisme ; ceux-là qui n'ont protesté ni contre les assassinats de Marseille, ni contre ceux de la rue Danrémont, ont l'audace, aujourd'hui, de défigurer le devoir si haut et si généreux de progrès et d'humanité que la France s'est donné sur la terre d'Afrique. Comment oublierons-nous que notre influence a fait cesser, au Maroc, la guerre continuelle entre tribus et a permis qu'une ère de calme et de travail succédât à l'ère de la haine et de la violence ? Un aventurier commandant à une armée de pillards a donné le signal de l'agression et essayé, depuis quelques semaines, de détruire cette entreprise civilisatrice, si digne de notre nation, pour défendre l'œuvre du brigandage contre l'œuvre de paix, et pour donner prétexte, en Allemagne et ailleurs, à une propagande accrue de mensonges et de calomnies ?

Il serait intolérable que les soldats qui, chaque jour, exposent leur vie sur le front de l'Ouergha, puissent supposer que leur héroïsme et leur dévouement sont méconnus chez nous, si ce n'est que par quelques esprits criminels ou égarés. Aussi les soussignés tiennent-ils à honneur et à devoir d'adresser aux troupes, soit indigènes, soit métropolitaines, qui combattent au Maroc, pour le Droit, la Civilisation et la Paix, (*! sic*) l'hommage de leur reconnaissance et de leur admiration.

Cette adresse publiée par l'*Eclair* et le *Figaro* et reproduite dans presque toute la presse, a reçu les signatures de la plupart des membres de l'Académie Française, de l'Académie des Sciences, de l'Académie de Médecine, de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, de l'Académie des Beaux-Arts, de l'Académie des Sciences morales et politiques ; des membres de la Faculté de Droit, de la Faculté des Lettres, de la Faculté de Médecine, de la Faculté des Sciences, des membres du Conseil de l'Ordre des Avocats ; de l'Association des Ecrivains combattants, de la ligue des Patriotes et de nombreuses personnalités « éminentes » de la littérature, du théâtre, de la musique, de la peinture et des sciences.

A ces messieurs qui encouragent les soldats à se battre sur « le front » du Riff au nom de la « Patrie » — que ne vont-ils se battre eux-mêmes ! — nous ne saurions mieux répondre qu'en leur jetant à la face ces lignes extraites du carnet de route de Henry Dispan de Floran, tué en 1918, et dont ces mêmes écrivains officiels avaient cherché à accaparer la mémoire et à utiliser la mort à leurs fins patriotiques !

« NOUS LES SOLDATS, NOUS NE SOMMES QUE LES INSTRUMENTS DES CIVILS ET DES GOUVERNANTS. On nous impose le plus effroyable des supplices et l'on nous paie en hypocrites paroles d'affection, en larmes de crocodiles... La France de l'avant agonise, râle dans la boue et dans le sang. De tout ce supplice de tous ces charniers, l'inepte, la moutonnière, la féroce France de l'arrière fait de la littérature et quelle littérature ! Jamais il n'y eut un style plus écœurant, plus émasculé ! Faut-il s'en étonner ? Ce sont les eunuques de l'Institut qui tiennent aujourd'hui le marché littéraire. COMME ILS SONT HEUREUX LES IGNOBLES VIEILLARDS QUE LE TALENT AGONISE AU FOND DE QUELQUE TRANCHÉE ET COMME AVEC PROFIT ILS HURLENT A LA MORT DU FOND DE LEURS FAUTEUILS ! »

Henry Dispan de Floran : Artois, 29 juin 1915. — (*Notes de guerre publiées par Clarté* No 63.)

Réponse de M. ANDRÉ GERMAIN

Vous voulez bien me demander mon opinion sur la guerre du Maroc.

Pour être sérieux et sincère ce n'est pas une lettre mais deux lettres que je vous dois : d'abord celle-ci de principe — ensuite une autre appuyée sur des faits, si je parviens par une enquête personnelle à me faire une opinion sur les côtés techniques de la question (caractère d'Abd-el-Krim — possibilité ou non possibilité de traiter avec lui, etc.)

Sur la question de principe je suis d'accord avec vous. A la fois contre la guerre et contre la colonisation. La colonisation est par elle-même une injustice. Espérons que nous approchons d'une période où les nations européennes comprendront qu'elles n'ont aucun droit d'imposer, sous prétexte d'une différence de race ou de couleur, leur domination à d'autres nations, soit d'une civilisation inférieure, soit d'une civilisation égale ou supérieure à la nôtre.

Après cette déclaration, je me permets d'insister sur deux points où un souvenir personnel et l'ardeur de mes convictions me donnent peut-être un semblant d'autorité.

L'un des adversaires les plus résolus de la conquête du Maroc fut mon père, Henri Germain. Son point de vue politique différait du vôtre et du mien, mais la grande largeur de son intelligence lui permettait de ne pas reculer devant les problèmes. Ennemi de la politique coloniale en général, il vit dans les combinaisons qui préparèrent la conquête du Maroc une source de complications internationales et un grand danger pour la France. La dernière année de sa vie (1904-1905) s'employa en partie à les combattre.

Il avait déjà depuis quelque temps reconnu en M. Delcassé l'un des ministres les plus irréfléchis, les plus arrogants et les plus redoutables que la France ait subis. Lorsqu'il fut appelé chez lui en 1904 avec les autres chefs d'établissements de crédit pour entendre le ministre demander aux banques de consentir au sultan du Maroc un emprunt qui favoriserait les desseins du gouvernement français sur ce pays, tandis que ses collègues acquiesçaient, il osa seul prendre la parole et protester.

Il commença par infliger un démenti technique au Ministre qui prétendait à tort que le sultan empruntait pour la première fois, puis il éleva le débat et déclara qu'un banquier responsable de fonds qui lui étaient confiés sous la condition d'un remboursement éventuel immédiat n'avait aucun droit de participer à une opération commerciale aussi aventureuse que difficile à liquider.

A partir de ce jour-là M. Delcassé tournait le dos à mon père chaque fois qu'il le rencontrait.

Cette page d'histoire brièvement retracée, venons à l'une des conséquences les plus inquiétantes du débat marocain soulevé à la Chambre. Nous avons vu autour de ce débat, renaître le plus néfaste des fantômes : celui de l'orgueil national.

Tant que les hommes croiront qu'une nation a un

honneur et des susceptibilités à défendre, au lieu de voir en elle une honnête société d'assurances sans panache et sans prétentions, aucun progrès ne sera réalisé.

Admettons un patriotisme qui soit l'amour intelligent et fécond des formes d'art, de culture et de civilisation propres à une nation donnée (quoiqu'il soit toujours bien difficile de déterminer, géographiquement et chronologiquement à quelle limite exacte commence et finit telle race ou telle nation). Mais la religion de la patrie, donnant des droits sur la vie et la liberté des individus, est une superstition qu'il faut combattre.

De quel droit imposer à un individu d'être soldat ? La mystique sur laquelle on a essayé de fonder ce droit est absolument malhonnête, d'abord parce qu'elle ne répond à aucune réalité métaphysique — qu'est-ce que la déesse Patrie et quel est ce Waltha de carton dans lequel ministres et maréchaux précipitent après leur mort les héros de la guerre ? — ensuite parce que mêler la contrainte et le devoir est inadmissible et que vous ne pouvez pas dire aux gens « Allez par devoir à la guerre » si vous ajoutez : « Au cas où vous résisteriez, je vous emprisonnerai ».

Excusez-moi, mes chers camarades, de vous développer ces lieux communs sur lesquels vous êtes d'accord avec moi. Mais le débat marocain, en réveillant à la Chambre et dans le pays les suggestions de « l'honneur national » nous montre quelle idéologie puissante nous trouvons en face de nous et qu'il ne faut pas nous lasser de lui opposer notre raisonnement et notre bon sens — notre foi aussi — qu'elle soit la foi dans l'humanité ou la foi en Dieu.

André GERMAIN.

Réponse de Mme AUTANT-LARA

J'ai si intensément compris qu'un différend moral ou matériel ne peut en rien être changé par la mutilation ou même par la mort d'une des parties aux prises... l'humanité sera ou amoindrie ou plus pauvre d'un membre mais le différend en tant que différend restera le même. C'est pourquoi je suis et reste l'ennemie de toute guerre... même civile... civile ! ?... ô ironie.

AUTANT LARA,

Sociétaire du Théâtre-Français.

Réponse de M. FRANTZ JOURDAIN

Je hais la guerre, je hais le meurtre, je hais la violence, je hais la force brutale et je ne crois qu'à la maxime du grand révolté, maxime qui a quand même brisé le glaive de l'abject empire Romain : Aimez-vous les uns les autres.

Frantz JOURDAIN.

Réponse de M. PIERRE PARAF

Que l'auteur du Feu, dix ans après l'armistice, soit amené à se dresser à nouveau contre la guerre, voilà un symbole d'une émouvante et déchirante tristesse. Comment laisserait-il insensibles tous les libres esprits parmi lesquels votre bienveillance me range, ces jeunes écrivains, qui par delà les nuances politiques, se proclament les disciples de votre pitié et de votre génie et qui ayant rempli leur devoir envers leur patrie entendent ne jamais abdiquer non plus leur devoir envers l'humanité ?

Pour ou contre la guerre du Maroc ? Votre enquête est nette, précise. Puisque vous voulez bien nous accorder une entière liberté dans les colonnes de Clarte, ma réponse ne le sera pas moins.

Contre la guerre du Maroc, contre tous les militarismes, contre toutes les guerres, assurément je le suis, nous le sommes, nous, pour qui la mort d'un homme ami ou ennemi ne tient pas seulement dans une ligne d'un communiqué, nous qui portons encore dans nos âmes plus profondes que nos croix de guerre les innombrables croix de bois plantées sur la ligne de bataille.

Qu'au-dessus des honteux préjugés de race et de couleur, le droit des populations soit partout respecté, sur tous les continents, de la Chine à l'Irlande, de l'Inde à l'Égypte, de la Géorgie au Maroc, nous n'avons pas de vœu, de désir plus cher, et je souhaite, comme vous, que la société des Nations soit appelée à intervenir en chacun de ces pays pour l'application impartiale de ces principes de rigoureuse honnêteté.

Je n'ai, je l'avoue, sur les origines et le développement du conflit marocain aucune documentation personnelle. Mais depuis que m'est parvenue l'émouvant appel de votre enquête, le Parlement de France a proclamé sa volonté d'une rapide et juste paix qui dépend maintenant pour le moins autant de l'adversaire que de nous mêmes.

Unissons-nous donc pour que cette volonté se réalise et que vienne au plus tôt cette paix qui assure l'indépendance et le ravitaillement des populations rifaines, mais qui maintienne intacte la tutelle civilisatrice de la France, qui n'abandonne point aux tribus pillardes une œuvre érigée à certains égards sans doute, mais dans l'ensemble féconde et pacificatrice.

La question du Maroc est plus grave, plus vaste qu'on ne le pense : En Afrique, en Asie, de grandes conflagrations se préparent peut-être. Entre l'Europe et l'Orient le dilemme se posera bientôt avec une tragique acuité. Faut-il s'obstiner à nier comme ceux-ci les justes aspirations de l'Islam et des races de couleur, ou provoquer d'un cœur léger comme ceux-là des révoltes sanglantes dont la guerre du Maroc ne serait qu'un faible prélude ? Le devoir des hommes de pensée est net, impérieux : Jeter dans la mêlée toutes les forces de notre esprit et de notre cœur pour servir de trait d'union entre les civilisations qui s'ignorent, travailler, nous autres de la guerre, à l'œuvre de paix entre les hommes, qui est notre seule raison de vivre.

Pierre PARAF.

Réponse de M. VICTOR BASCH

J'ai reçu *« l'Appel aux Travailleurs Intellectuels »* et reçu aussi *« La Lettre ouverte aux Intellectuels pacifistes, anciens combattants, révoltés »* que vous m'avez adressés. Je les ai lus avec l'attention que mérite toute communication émanant de vous (1).

Vous savez la fervente sympathie que j'ai pour votre personne et l'admiration passionnée que j'ai pour votre œuvre. Jamais je n'oublierai l'impression qu'à suscitée en moi ce *Feu* qui, au milieu de l'hystérie belliqueuse dont étaient atteints les meilleurs esprits et dont aucun d'entre nous n'était entièrement exempt, a osé dresser devant nous l'horrible réalité de la guerre, telle que l'ont vécue, telle que l'ont pâtie des millions d'humains. Et si je n'ai pas tiré de cette terrifiante évocation les conséquences extrêmes que vous en avez déduites, j'ose, cependant, me rendre la justice que j'étais un de ceux qui, depuis la conclusion de l'armistice, ont lutté le plus énergiquement contre tout réveil de la passion guerrière, ont plaidé le plus fervemment la juste cause des vaincus, et se sont voués corps et âmes à la défense de la paix. Comment un appel signé de vous contre la guerre m'aurait-il trouvé indifférent ?

Bien avant votre appel, d'ailleurs, la question que vous posez à nos consciences, nous nous l'étions posée nous-mêmes. C'est avec une indicible angoisse que nous avons vu éclater la guerre du Maroc, que nous avons lu de nouveau des communiqués et que nous nous sommes représenté les souffrances que, de nouveau, subissent les hommes qu'une volonté étrangère à eux-mêmes oblige à s'affronter en batailles mortelles. Avant vous, en même temps que vous, nous nous sommes demandés si notre devoir, à nous, membres directeurs de cette Ligue qui proclame que le premier des droits de l'homme est le droit à la vie, n'était pas de jeter le cri d'alarme et d'exiger de notre gouvernement, avec l'autorité que nous ont acquise nos luttes passées pour la justice, de mettre fin, immédiatement, à l'atroce boucherie.

N'était-ce pas à nous, disciples de Jaurès et de Pressensé, à assumer ce rôle difficile, mais nécessaire ? Nous nous trouvions de nouveau devant une de ces guerres coloniales que nos maîtres, et nous avec eux, nous avions, de tout temps, condamnées. Oui, nous n'avons cessé d'affirmer que tous les peuples, à quelque race, à quelque religion, à quelque degré de civilisation qu'ils appartiennent, ont le droit de disposer librement d'eux-mêmes, à la seule condition que ce droit ne lèse pas le droit de libre disposition d'un autre peuple. La guerre qui se déroule au Maroc n'est-elle pas une guerre défensive et notre sympathie ne devrait-elle pas être, tout entière, avec des hommes qui défendent leur sol et leur subsistance ? A supposer même qu'Abd-el-Krim ait été l'agresseur, ne l'avons-nous pas obligé nous-mêmes à prendre l'offensive, en créant un front fortifié au nord de

(1) La réponse de M. Victor Basch a paru sous forme de lettre ouverte à Henri Barbusse, dans *l'Ère Nouvelle* du 7 Juillet. (n.d.l.r.)

l'Ouergha, en le privant ainsi de son « meilleur grenier », en le provoquant et en l'affamant » N'est-ce pas le maréchal Lyautey qui, longuement, sagement, a préparé le conflit en vue d'étendre notre domination au-delà des limites fixées par les traités ? Et notre grand Jaurès n'a-t-il pas, dès le mois de novembre 1913, prévu la guerre d'aujourd'hui, en s'écriant que si, à ce moment, l'autorité militaire n'osait pas prendre l'initiative d'une expédition, elle avait tout préparé pour enserrer les montagnards entre les forces qui viendraient de Fez et celles qui accourraient de l'Est.

Tout cela, nous nous le sommes demandé, et c'est pour cela que, le 25 mai, nous avons voté un ordre du jour où nous disions compter sur la volonté pacifique du gouvernement pour « rétablir au plus tôt, au Maroc, un état de paix durable, assurant à la fois la sécurité des habitants de la zone française et le ravitaillement normal de la population rifaine. »

Mais cet appel est-il suffisant ? Ne devrions-nous pas faire plus, nous associer à votre initiative, dire avec vous, comme nous l'avons toujours dit, « qu'aucune nécessité ne prime celle de la justice » et demander « que le gouvernement de la République arrête immédiatement l'effusion du sang au Maroc par la négociation des clauses d'un juste armistice. »

Notre formule ne diffère que peu de la vôtre. Pourquoi, tout en maintenant notre ordre du jour, n'adhérons-nous pas entièrement, nommément à votre appel ?

Tout d'abord, parce que nous ne sommes pas suffisamment informés. Parce que — et nous nous en plaignons — nous ne connaissons qu'imparfaitement les causes du conflit. Parce que nous ne savons pas si les accusations portées contre le maréchal Lyautey sont justifiées. Parce que nous ne sommes aucunement sûrs qu'Abd-el-Krim n'est pas un aventurier qui, enivré par les succès remportés sur l'armée espagnole, s'est juré de triompher des forces françaises. Parce que, en réclamant un armistice immédiat, nous courons le risque d'encourager son ardeur belliqueuse et de prolonger ainsi les hostilités au lieu de les abrégier. Parce que, enfin, il nous paraît injuste de causer d'inextricables difficultés à notre gouvernement qui ne semble avoir aucune responsabilité dans la situation actuelle et qui, pressé, sans doute, par nos amis socialistes, a affirmé qu'il ne s'entend avec l'Espagne que pour hâter la paix et qu'il renonce à toute poursuite dans le Riff ; que les populations du Riff peuvent être assurées « de trouver leur subsistance sans être tentées de la chercher par la force » et que si la France veut une frontière qui protège Fez, « il a toujours été dans la pensée française d'établir sur cette frontière une sorte de perméabilité », assurances qui constituent l'engagement de sauvegarder l'autonomie des Rifains.

Vous direz, sans doute, mon cher Henri Barbusse, que tout cela ne sont que des pis aller, des compromis indignes de cette intransigeance de principe que moi-même j'ai tant de fois réclamée pour la Ligue des Droits de l'Homme ? Le peuple marocain, ayant le droit de disposer librement de lui-même, le seul

devoir qui incombe à la France, c'est d'évacuer le Maroc, d'évacuer l'Algérie, d'évacuer l'Indo-Chine. Périrent les colonies et vivent la justice, une et intégrale !

C'est là, à n'en pas douter, le sens vrai et profond de votre appel, et c'est jusque-là que nous ne pouvons pas aller.

Ce n'est pas la première fois que cette question angoissante s'est posée à nous. J'ai là devant moi un rapport que j'avais été chargé d'élaborer, en 1908, pour le Congrès de la Ligue, sur la politique coloniale et la guerre du Maroc. Je disais dans ce rapport, qui a reçu l'approbation entière de mon grand ami de Pressensé, « que la politique coloniale de toutes les nations européennes mérite la plus péremptoire des condamnations. Si nous avons dit que toute nation a le droit de défendre son intégrité et son honneur jusqu'à l'extrême limite de ses forces, et si nous entendons revendiquer ce droit pour nous, nous devons le reconnaître aussi bien pour les Malgaches, pour les noirs du Congo et de la Guinée et pour les Marocains que nous l'avons reconnu pour les Boërs. »

Mais nous avions ajouté, et nous ajoutons encore aujourd'hui, que, malheureusement, « le question n'est pas entière. Il serait enfantin, dans l'état actuel de l'Europe et du monde, de proposer à la France de renoncer à ses colonies, comme mal acquises. Si nous abandonnions aujourd'hui nos colonies, ce ne serait pas au profit des indigènes, mais bien à celui d'autres nations européennes, dont les procédés coloniaux ne vaudraient peut-être pas les nôtres. Il serait injuste de ne pas reconnaître que la plupart des peuples que les Européens ont colonisés se trouvaient placés à un degré de civilisation si humble que l'état auquel ils ont été amenés est infiniment supérieur à celui où ils se trouvaient auparavant, si bien que, toutes choses pesées, la colonisation s'est soldée pour eux par un excédent d'avantages. »

C'est là ce que fut la doctrine de la Ligue, et c'est là, je le crois bien, ce qu'elle est encore aujourd'hui.

Oui, mon cher Henri Barbusse, unissons nos forces pour demander à notre gouvernement de mettre tout en œuvre pour amener un juste armistice, mais n'encourageons pas Abd-el-Krim à prolonger les hostilités. Oui, unissons nos forces pour lutter passionnément contre tout conflit sanglant, partout où en surgit la menace. En Chine, en Perse, dans l'Afghanistan. Proclamons notre horreur de la guerre, de toute guerre, qu'elle soit préparée par les cabinets de Londres ou de Paris ou qu'elle soit élaborée par les hommes de Moscou. Dressons-nous contre toute terreur, que ce soit la Terreur Blanche ou la Terreur Rouge, que ce soit la sanglante terreur militaire, l'hypocrite terreur capitaliste ou la brutale terreur communiste. Proclamons la sainteté de toutes les libertés : de la liberté de penser, de la liberté d'écrire, de la liberté d'être royaliste, tsariste, républicain modéré, socialiste ou communiste et, avant tout, de la liberté, entre toutes, sacrée, de la liberté de vivre.

Victor BASCH.



Réponse de M. LOUIS GUÉTANT

Quand une bande de brigands a préparé un mauvais coup et décidé de s'emparer du bien d'autrui en ayant recours à la violence et à l'assassinat, s'il se trouve parmi eux un honnête homme qui proteste et s'oppose à l'entreprise criminelle et qui parle au nom de la Justice et du Droit éternel, celui-là est qualifié de traître par les coryphées de la bande. C'est le même cas pour toutes les entreprises gouvernementales et nationalistes qui ont pour but l'écrasement des faibles, l'extension de l'asservissement, l'assassinat d'un peuple, la main mise sur ses libertés et ses biens au profit et au surenrichissement des sociétés capitalistes.

La guerre du Maroc, comme du reste toutes les entreprises de guerres coloniales n'ayant pour but que le vol et le pillage sous l'hypocrisie et lâche prétexte de civilisation, nous protestons au nom du droit naturel, de la justice, de la liberté, au nom de tout ce qui vaut la peine d'être nommé en ce monde, et nous déclarons qu'entre les serviteurs du capitalisme voleurs et les défenseurs de la liberté humaine en l'occurrence les Riffains nos vœux vont tous à ceux-ci, et nous acceptons très bien que les politiciens et la grande presse salariée nous appellent des *traîtres*. Nous sommes des traîtres comme l'honnête homme est un traître dans la bande criminelle qui s'efforce de vivre de la paix d'autrui. Nous avons commis cette trahison de dire à nos enfants : Ne faites pas aux autres ce que vous ne voudriez pas qu'il vous soit fait ; soyez des hommes, c'est-à-dire des êtres capables de vous diriger vous mêmes ; au-dessus de la vérité ; au-dessus de la justice il n'y a rien. Sous aucun prétexte, au nom de quelle idole que le crime vous soit ordonné, ne devenez jamais des voleurs et des assassins. Ne soyez jamais avec les oppresseurs, prenez

la défense des opprimés. Ce qui est une manière de dire aux soldats que vous envoyez au Maroc : Fraternisez avec les Riffains et n'exécutez pas les ordres criminels qui vous seront donnés. Soyez des hommes, ayez une conscience droite, gardez vos mains pures. Vous voyez que nous sommes des insoumis et des anarchistes.

C'est que pour nous toutes les nations, tous les peuples ont un droit égal à l'existence et à la liberté. Pour nous l'existence de la République du Riff est aussi sacrée que celle de l'Espagne ou de la France.

Nous ne discuterons pas si l'entreprise doit nous coûter ou nous rapporter. Nous la condamnerons parce qu'inique, injuste, criminelle. Et quand elle devrait nous rapporter des monceaux d'or ; faire, comme on dit, tomber les cailles toutes rôties sur nos tables, nous ne changerions pas de sentiments. L'horreur d'un crime ne se mesure pas aux pertes ou aux profits que l'on en peut retirer.

LOUIS GUÉTANT,
Président d'honneur de la Section Lyonnaise
de la Ligue des Droits de l'Homme.

Réponse de M. GOUTTENOIRE DE TOURY

Vous me demandez ce que je pense de la guerre du Maroc.

— Mais, tout simplement, qu'elle est un fruit naturel du nationalisme qui fleurit partout depuis l'armistice, comme avant la guerre de 1914.

■ Votre enquête s'adresse aux anciens combattants. Hélas, ceux d'entre eux qui ont juré de combattre le nationalisme et le militarisme sont aujourd'hui divisés comme les syndicats et les partis politiques prolétariens. Ils auraient pu être *unis* par centaines de milliers et peser d'un grand poids dans la balance de l'après-guerre, empêchant, par exemple, l'occupation de la Ruhr et cette guerre du Maroc maudit. Malheureusement, Barbusse les a *divisés*, en mettant l'A. R. A. C. au service du Parti Communiste. responsabilité dont je le plains d'avoir à assumer la charge.

Il n'y a rien, en France, aujourd'hui, pour endiguer le nationalisme qui monte et empêcher la guerre qui revient.

F. GOUTTENOIRE DE TOURY.

Réponse de M. MATHIAS MORHARDT

Comme vous le pensez bien, je lutte de toutes mes forces contre la guerre du Maroc qui est un insigne scandale.

Mathias MORHARDT.

Réponse de M. le Général PERCIN

Clarté me demande ce que je pense des événements du Maroc. La question est posée trop tard. C'est avant les attaques d'Abd-el-Krim qu'il aurait fallu la poser, et la faire résoudre par la Société des Nations. L'humanité ressemble à ces négociants qui, au

lieu de consulter leur avocat avant de conclure un marché, le consultent lorsque l'affaire a échoué, et qu'il n'est plus possible de l'arranger. Si nous évacuons le Maroc, une autre puissance l'occupera. Nos possessions passeront en d'autres mains, et la guerre reviendra. Abd-el-Krim aura simplement changé d'ennemis ; l'humanité n'y aura rien gagné.

La question qui se pose est de savoir si les nations dites « civilisées » ont le droit d'exploiter elles-mêmes les richesses du sous-sol marocain, sous le prétexte que les Marocains sont incapables de le faire, et que cette exploitation améliorerait le sort de l'humanité.

A supposer que la société des Nations résolve cette question par l'affirmative, il faudrait demander aux Marocains ce qu'ils en pensent.

Ces derniers pourraient bien répondre qu'ils ne tiennent nullement à manger dans de la vaisselle plate ; que si c'est en cela que, pour les nations civilisées consiste le bonheur, celles-ci n'ont qu'à se contenter des ressources qu'elles trouvent sur leurs propres territoires, et laisser les Marocains vivre comme les Spartiates d'autrefois.

Si, au contraire, les Marocains répondent qu'ils aspirent à jouir des bienfaits de la civilisation européenne, la Société des Nations avisera, d'accord avec eux, au moyen de les leur porter.

En dehors de cette procédure, le temps qu'on passe à discuter sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est du temps perdu.

Général PERCIN.

Réponse de M. GEORGES PIOCH

Ce que je pense de la guerre du Maroc ?... Mais vous le savez déjà, et quelques meetings, que d'autres meetings suivront, l'ont suffisamment fait entendre.

1° Du point de vue international, humain, qui, d'abord, est le nôtre :

Cette entreprise de brigandage, cette colonisation égale en fléaux à toutes les colonisations, cette soumission homicide des gouvernants, des parlementaires (quelques-uns exceptés) des journalistes (à l'exception de quelques-uns) et d'un trop grand nombre, hélas ! des habitants de ce pays — cette soumission aux impérialismes conjugués de la Haute et Sacro-Sainte Finance, de la Haute et Sacro-Sainte Chose Militaire, déshonore, en France et dans le monde entier, l'homme, l'intelligence et ce qui est tenu encore pour la Civilisation.

Que douze millions d'hommes sacrifiés à ce qui fut appelé la « Guerre du Droit, etc. » n'aient pu, par leur mort, prévenir ceux qui leur survivent, contre de tels excès ignominieux et absurdes, où l'Europe, si, comme on le peut redouter, la guerre se généralise, risque de s'abîmer : voilà qui porte à toute extrémité ce désespoir des consciences dont Proudhon a dit qu'il est pour un peuple « le pire des maux ».

2° Du point de vue national :

Mais il peut suffire de reproduire ce titre d'un

article du *Journal*, lequel était le premier dans le numéro du 17 ou 18 mai 1925 : « 200.000 Italiens d'ici trois ans coloniseront notre Sud-Ouest ».

Est-ce pour faire plus de place à ces colonisateurs, plus ou moins gagnés au « mussolinisme », que l'on condamne, chaque jour, à mourir sur le sol marocain des jeunes hommes où se levait l'avenir le plus vif de la France ?...

Nouvelle illustration, mon cher Barbusse, de cette formule de notre grand ami et bon maître Anatole France : « Les patriotes professionnels sont les pires ennemis de leur pays ».

3° Du point de vue républicain (sic)...

... Mais la preuve ne nous est-elle pas douloureusement administrée : que Bloc National et Bloc des Gauches, les deux se valent, ou, plutôt, ils ne font qu'un, quand il s'agit de sacrifier à la guerre, et aux affaires qu'elles font réussir, les hommes innocents. Ils se valent, ou, plutôt, ils ne font qu'un, quand il s'agit de la soumission aux chefs militaires. L'un des premiers actes du « Cartel triomphant » ne devait-il pas être de « limoger » M. Lyautey, renommé gâteux par les uns, renommé « affairiste » par les autres, et qui, étant ceci ou cela, ou ceci et cela également, était depuis longtemps tenu, dans les partis politiques de gauche, pour un homme néfaste ? La révocation de M. Lyautey et la dispersion de sa cour où prospèrent, avec les plus louches trafics du monde, les mœurs de l'empereur Hadrien, nous eussent probablement gardés des maux qui chargent aujourd'hui les innocents soldats français et les innocents soldats riffains, leurs familles et leurs amis.

Je ne suis pas de ceux qui inclineraient à tenter la louange de M. Abd-el-Krim.

Lyautey contre Abd-el-Krim : c'est Finance et Mercante contre Mercante et Finance.

Il est également odieux qu'un Riffain meure pour M. Abd-el-Krim et pour ceux qui le soudoient, et qu'un Français meure pour les « firmes », pour les marchandises que M. Lyautey couvre de sa protection et du pavillon français.

M. Painlevé est monté bien haut dans les airs afin de parvenir à ne point voir cela.

Aussi ne va-t-il plus cesser de descendre.

Quelle humiliation pour nos espoirs : voici que ces deux noms : Poincaré et Painlevé, déjà égaux en lettres (l'état-civil a de ces hasards symboliques) vont s'égaliser en célébrité dans l'exécration populaire. Les voici synonymes tous deux de guerre et d'esprit de guerre. Tous deux signifient désormais, avec un éclat presque pareil, et signifieront dans l'Histoire amour du « prestige de la France » au détriment de l'amour des Français ; lâcheté toute patriotique devant les puissances d'argent et les ambitions militaires ; nationalisme, lequel, pour être, chez M. Painlevé réticent, n'en est pas moins homicide... J'en passe, et des plus « union sacrée »...

Ces deux noms, ils vont représenter, devant l'avenir, ce qu'il y a, somme toute, de plus barbare dans l'homme : la science sans la conscience...

« La ruine de l'âme » a écrit Rabelais...

Georges Pioch.

Réponse de M. LÉON WERTH

Je répondrais volontiers pour les trois premiers paragraphes de votre lettre ouverte.

La France poursuit le crime initial de la conquête coloniale. Mais il faut examiner l'aboutissement du crime. C'est le présent qui compte.

On ne peut examiner la question d'un point de vue purement juridique. Je ne puis donc la poser, avec précision, pour le Maroc, que j'ignore. S'il s'agissait de l'Indo-Chine, je pourrais répondre moins vaguement.

Léon WERTH.

Réponse de M. JOSEPH JOLINON

Ce que je pense du Maroc ! Mais exactement ce qu'en dit *Clarté* avec cette nuance qu'Adb-el-Krim suit de très près la courbe du chef de bande apte à devenir féodal seigneur, exploiteur de mines, fabricant de monnaie, rançonneur de tribus. Il n'en reste pas moins qu'un excellent patriote petit-bourgeois osait me dire hier en commençant par le mot : hélas ! « L'Ouergha rappelle forcément la Marne en sens inverse, aux yeux du monde. Et il est humiliant pour un Français de penser que son fils doit aller mourir sur la rive droite de l'Ouergha, lorsque lui-même se battait sur la rive gauche de la Marne, aux applaudissements frénétiques de toute la chrétienté. »

Joseph JOLINON.

Réponse de M. LUCIEN DESCAGES

Vous me demandez ce que je pense de la guerre du Maroc. Je pense qu'il faut chercher à qui le crime profite.

Cherchons passionnément.

Lucien DESCAGES.

Réponse de M. ANDRÉ LAMANDÉ

On ne saurait trop violemment condamner la guerre. La victoire qui en est le couronnement, glorifie non pas forcément la meilleure cause mais la plus forte armée. La guerre est un « jugement de Dieu » collectif, encore plus odieux que le reste, en ce sens qu'il fait mourir des centaines de mille hommes, qui ne savent au juste pourquoi ils meurent, ou qui meurent, comme ceux de la dernière guerre, pour un idéal pacifique que les vivants au pouvoir s'emploient à ne pas réaliser.

Plus que les autres encore, les guerres coloniales sont condamnables. Nous désirons un armistice au Maroc, — un armistice qui soit non une trêve, mais le début d'une ère paisible et d'une collaboration patiente et féconde entre les Riffains et nous. L'armistice ? Oui. La Paix ? Oui. Le plus rapidement possible ? Oui. N'importe comment et par n'importe quels moyens, même par la désertion, même par la trahison, même par la révolte ? Non !

Si l'on veut jeter à terre le militarisme occidental, ce ne doit pas être pour le remplacer par le fanatisme musulman ou la révolution soviétique. L'abandon immédiat du Maroc serait suivi, dans un délai plus ou moins bref et rempli de crimes, de l'évacuation totale de l'Afrique du Nord. Autant jeter la torche dans une forêt de pins en Août pour conjurer l'incendie. L'Islam à feu et à sang, c'est le heurt le plus formidable que le monde ait subi : l'Orient contre l'Occident enfin uni par le danger.

Or, nous voulons la paix, la paix totale, la paix intégrale, dans les cœurs comme dans les nations.

André LAMANDÉ.

Réponse de M. ROGER MARTIN DU GARD

Je n'ai, sur la question que pose « *Clarté* », aucune opinion motivée ; je crois donc inutile que ces lignes soient rendues publiques (1). Ce n'est pas à une enquête de presse, de parti, que je réponds : c'est à vous, Henri Barbusse.

Depuis dix jours, sur ma table, cet appel, sur lequel vous avez inscrit mon nom, me trouble profondément. Pourquoi vous adresser à moi ? La lecture des journaux suffit à raviver chaque jour l'angoisse. Que puis-je faire à tout cela ? Je ne sais même pas ce que j'ai le droit de penser... Du général au buvetier, en passant par le député, sans oublier le journaliste, chaque pauvre cervelle se croit le droit de juger, de rendre son verdict, en des débats infiniment compliqués, dont elle ignore tout. Combien y a-t-il en France, combien y a-t-il en Europe, d'esprits qualifiés pour avoir un avis dans une affaire de cette envergure ?

Je ne hais rien tant que ce régime d'incompétence sous lequel nous avons à vivre ; et je me tiens en garde, aussi sévèrement que je peux, contre l'outrecuidance qu'il y a à porter des jugements sur des points qui ne devraient être abordés qu'après une vie d'expériences et d'études spéciales. Tentation mystique... La générosité ne suffit pas à légitimer une attitude.

Il ne s'agit plus aujourd'hui, comme au temps facile de l'Afrique, d'examiner des faits, de prendre parti, et d'affirmer sa conviction, pour empêcher l'iniquité de régner trop insolamment. L'enchevêtrement marocain est autrement complexe. Si lancinante, si intolérable que puisse être pour nous la pensée qu'en un point du monde, que ce soit d'ailleurs au Maroc ou en Chine, des hommes sont jetés les uns contre les autres pour des intérêts qui ne sont pas les leurs, ou qui, en tous cas, ne sont pas leurs intérêts personnels et immédiats — cependant, condamner d'emblée, sans réserve et en son principe, cette campagne du Maroc, c'est condamner à priori toute entreprise coloniale, autant dire que c'est tenter procès à l'histoire universelle et à tout ce qu'on est convenu d'appeler civilisation.

(1) Nous ne publions, naturellement, cette réponse qu'après en avoir reçu l'autorisation de M. Roger Martin du Gard. (n d l r).

Certes, je ne soutiendrais pas qu'un tel procès ne soit pas à faire. Je pense seulement que c'est une œuvre qui dépasse la plupart d'entre nous ; qui me dépasse, moi ; et que, si l'on veut, dans le cours si restreint d'une vie, accomplir une tâche à sa mesure, faire, si peu que ce soit œuvre d'individu, il est indispensable quand vient l'âge mûr, d'assigner à son activité des limites précises, assez étroites, et de s'y tenir, et de s'y cramponner, malgré les sollicitations du dedans et du dehors. C'est par instinct de conservation que je cherche à me défendre contre le trouble dissolvant, — et manifestement stérile, en ce qui me concerne, — que cette odieuse guerre soulève en moi.

Vous voyez, Monsieur, que ceci n'est pas une réponse à « *Clarté* », mais plutôt une réponse que je me fais à moi-même. Je vous la communique : il me serait pénible que mon silence puisse vous faire croire qu'un si vibrant appel n'éveille pas d'écho dans mon cœur.

Roger MARTIN DU GARD.

Réponse de M. Louis de GONZAGUE FRICK

Vous voulez bien me demander ce que je pense de la guerre du Maroc ? Il ne manquait plus, après l'ignoble massacre de 1914-18, que cette immense fleur de sang au « blason de nos ploutocrates ».

Les guerres modernes se ressemblent et se valent ; ceux qui les ordonnent et les stimulent témoignent d'une bien étrange conception du patriotisme. A moins que le patriotisme ne signifie : mensonge, cupidité, ignominie ; auquel cas je me garderai bien d'être patriote.

Louis de GONZAGUE FRICK.

Réponse de M. MARCEL SAY

Consécutive à la purulence de l'organisme économique du monde entier, la guerre du Maroc — comme celle de 1914-1918 — est un des accès quasi-naturels, un des accidents tertiaires de la vérole capitaliste. Eruptions terribles et répugnantes et sans autre remède qu'un changement radical de régime.

Cependant, malgré les ferments de l'impérialisme universel — bouillon de culture des rivalités cambistes, des perfidies diplomatiques et des conflits armés — la guerre du Maroc n'eût pas été possible, sept ans seulement après l'expérience et l'avertissement d'apocalypse qui nous avaient été infligés, sans un concours de circonstances morales et sociales particulièrement désastreuses.

1° Inimaginable faculté d'oubli des rescapés de « la grande guerre ». Ils ne bēlent plus de fureur et d'effroi, ces moutons écartelés qu'un miracle a sauvés de la torture infernale ! Ils broutent égoïstement sur des prairies teigneuses avec, déjà, sous leur front bas, cet abominable « esprit de l'arrière » qui, cyniquement, décide que les civils sont faits pour être protégés et les soldats pour être tués. La part du feu, quoi !

2° Absence presque générale de la faculté d'évocation. Combien rares sont ceux qui se représentent, même approximativement, le supplice atroce des guérillas riffaines : la fournaise ; l'éreintement par la marche en montagne ; pas d'eau, sinon magnésienne et salée ; les ravages du paludisme, du scorbut, de la dysenterie, du typhus et autres épidémies ; la gangrène, etc... L'hécatombe marocaine ? Ce n'est pas seulement le total des tués, blessés et disparus, parcimonieusement fourni par les communiqués officiels ; c'est aussi et c'est surtout l'innombrable cohue des évacués quotidiens que l'on envoie crever dans les hôpitaux de l'arrière.

3° Eparpillement des efforts pacifistes. Au lieu de constituer un formidable front unique contre les guerres, les internationalistes, antimilitaristes, anti-patriotes se sont égaillés au hasard des coterie philosophiques, confessionnelles ou politiques.

4° Division lamentable du prolétariat qui, s'il n'était effrité en sectes rivales : unitaires, confédérés, autonomistes, non syndiqués, se devrait de riposter d'un bond irrésistible à la guerre du Maroc, par la grève générale.

5° Autonomisme absurde du soldat — qu'il soit riffain, qu'il soit français — pour qui le « premier des devoirs » est toujours « l'obéissance passive » et non d'assurer son propre salut.

Au Maroc, et malgré les plus hypocrites paradoxes sur notre « mission civilisatrice » (traduisez : accaparement du sol le plus fertile, des rares points d'eau des nappes de pétrole et des mines), il est d'une fulgurante évidence que nous sommes les envahisseurs, les détresseurs et les provocateurs. Mais prenons garde ! Que la très naturelle et très compréhensible réaction des Berbères contre les roumis spoliateurs puisse être légitimée par le prétexte, d'ailleurs bourgeois et wilsonien, du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », voilà l'erreur et le danger. Rien d'inconsistant, de versatile comme un peuple. Et, surtout, rien de plus ataviquement xénophobe. Le droit d'un peuple à disposer de lui-même ! Principe qui contient en germe et le meilleur et le pire. Il peut servir à réhabiliter le « la France aux Français » de Drumont, Déroulède, Barrès, et de toute leur séquelle nationaliste ; il peut signifier aussi : l'Inde aux Hindous, la Chine aux Chinois, le Riff aux Riffains, ce qui peut devenir la justification d'un chauvinisme abominable et d'un protectionnisme catastrophique.

Sans doute objectera-t-on que cette formule n'est adoptée que provisoirement, pour des fins de bouleversement général et par conséquent, révolutionnaires : c'est de l'huile idéaliste versée sur les premiers feux de l'affranchissement indigène. Le colonialisme réduit en cendres, toute la structure capitaliste s'écroule du même coup. Bien. Mais ce jeu n'est pas sans périls. Confirmant, exaltant même l'esprit défiant et casanier, il va juste à l'encontre des intérêts essentiels et profonds de l'humanité qui a toujours et aura de plus en plus besoin d'échanges internationaux et intercontinentaux illimités. Si débonnaire et si noble qu'il paraisse à l'origine, le patriotisme déflagre toujours en répercussions exclusivistes.

Tous les nationalismes sont exécrables : ceux de Marcus Garway et de Grandhi comme celui de Jeanne d'Arc. Au panier de son, les têtes sanglantes de tous les guerriers (conquérants ou pseudo-libérateurs), qu'ils s'appellent Guillaume d'Orange, Garibaldi, Napoléon, Bismarck, Washington, Hindenburg, Mangin, Abd-el-Krim ou Lyautey. Pour faire la guerre, il faut être deux. Et, dans l'état actuel de la juridiction internationale plus que jamais, alors que tous les litiges pourraient et devraient être évoqués à La Haye ou à Genève, l'agresseur est un criminel et le défenseur son complice.

Ce contre quoi il importe avant tout de lutter, ce qu'il est indispensable d'abolir, ce sont les notions ataviques et arbitraires de « peuple », de limite, de frontière, d'indigène et d'étranger ; c'est le sentiment particulariste et chauvin ; c'est la mystique et l'hystérie nationalistes ; c'est le sauvage et sadique « amour sacré de la patrie ».

Mais les plus optimistes ne se font pas d'illusion. Des siècles passeront avant que ce déracinement soit révolu. Des siècles, pendant lesquels l'Inquisition patriotique persécutera le défaitisme, cette hérésie des temps modernes.

Il est pourtant des tâches immédiates : faire accepter l'objection de conscience ; préparer l'abolition de la conscription au profit de l'enrôlement. Le service obligatoire est une stupidité à mirage égalitaire. Ce sont toujours les mêmes — les pauvres — qui se font tuer. Les riches, eux, sont officiers, aviateurs, dans les états-majors, au service de santé, fournisseurs de guerre, commis à la propagande ou employés au 2^e Bureau. Mille façons d'être embusqués. L'impôt du sang est une duperie d'un machiavélisme immonde. A bas le service militaire obligatoire, cette fabrique de P. C. D. F.

Longtemps encore il y aura des guerres. Peut-être bien. Mais que, du moins, soient préservés de l'abattoir ceux qui ne veulent pas être égorgés.

Marcel SAY.

Secrétaire général de « Partisans ».

Réponse de M. GÉO CHARLES

Que pensez-vous de la guerre du Maroc ? Je pense que cette guerre, venant après celle de 1914, est une véritable honte, un signe certain de la folie sanguinaire d'un régime, la preuve évidente de la dégénérescence et de la fin d'un Monde, l'annonce d'un Nouveau Monde !

Tout homme de bien, tout homme intelligent, ne peut que s'élever contre la guerre en général, contre celle-ci, si impopulaire, en particulier.

GÉO CHARLES.

Réponse de M. THÉO VARLET

J'abomine la Guerre, témoin de la bestialité originelle ; je déteste ses rages : ma vie et mes écrits en ont témoigné. Mais, simple citoyen du monde, étranger à toute secte politique, je me situe, pour juger la guerre marocaine, au point de vue humain (je ne dis

pas humanitaire) dans la plus haute acception du terme. Et, comme la politique intervient dans cette affaire, je risque de voir honnir mon opinion trop peu conforme. Tant pis.

Evidemment, que des esprits nombreux s'insurgent contre cette entreprise de violence, le symptôme est de bon augure, et permet des espoirs nouveaux et inouïs. Si peu sont restés indemnes, lors de la grande épidémie de *Rabies bellicosa*, il y a neuf ans ! si peu ont refusé la contagion ! Et avec le mouvement accéléré qui entraîne notre époque, on peut à la rigueur oser croire que cette immunité spirituelle se généralisera suffisamment et assez tôt pour enrayer la marche vers la catastrophe où paraît devoir sombrer la civilisation européenne — comme jadis l'Empire Romain.

Mais est-ce bien l'heure, et le cas, d'appliquer à la guerre marocaine en particulier et pour la toute première fois, comme expérience inaugurale, les réactions prohibitives amorcées par cette révolte des consciences ? Prévenir la guerre, l'empêcher, oui, cela eût été bon. Mais la folie ayant été commise, les destins engrenés, y a-t-il lieu de faire intervenir, à travers tout et de but en blanc, une sagesse aérolithe qui suppose des relations internationales fondées sur un tout autre système que celui regrettamment en vigueur par la Terre entière ?

Cherchée et voulue par les bellicistes, faute de mieux, comme une répétition de la vraie Prochaine, la guerre du Maroc n'a-t-elle pas évolué depuis son origine, et changé de caractère sous nos yeux, dans le malaise de la croissante tension mondiale qui charge d'électricités antagonistes l'Orient et l'Occident ?... Ce fut là, sans doute, une illusion au début, suggérée par la propagande impérialiste ; mais l'illusion s'est actualisée en fait, depuis. Pouvoir terrible des mots ! Avec le « prestige de la France », la sécurité de l'Occident n'est-elle pas engagée ? Cette « expédition coloniale » d'hier n'est-elle pas devenue aujourd'hui quelque chose comme un premier choc augural du conflit Orient-Occident — dont j'ai horreur tout autant que ceux qui en nient la probabilité, mais dont je redoute la trop évidente menace.

En cette éventualité, quelle doit être l'attitude des « bons Européens » ?

Si vraiment le dilemme se pose : — ou « perdre la face » vis-à-vis du monde Islam-Orient ; — ou sauvegarder la suprématie de la civilisation européenne et son existence future, en permettant que s'achève la sinistre aventure marocaine — lequel d'entre eux, disposant de la manette à stopper les destins, osera la rabattre et faire abdiquer la force des Roumis devant celle des Maures ?

En tant que citoyen du monde et du Cosmos, j'avoue que le libre développement de la « République Riffaine » — au lieu de sa transformation en colonie — ne m'inspire qu'un bien médiocre intérêt, lorsque je le compare à celui de la civilisation européenne — la seule valable pour l'évolution supérieure et la divinisation de l'humanité.

Réaliser le maximum de pensée consciente sur la Terre, tel est le but final de la Vie, manifesté en l'*Homo sapiens*.

Or, avec ses tares, ses erreurs, ses démenches, ses poussées d'instincts rétrogrades, son gâchis actuel, c'est malgré tout à la civilisation européenne que vont mes préférences. Non pour sa religion, certes, qui vaut au plus les autres ; non pour son machinisme et le bien-être matériel (si contestable !) qui en résulte ; mais parce que, la première, elle a réalisé la haute culture scientifique — la connaissance systématisable dont les Grecs inaugurèrent la recherche. — Parce que c'est la civilisation européenne, fille de l'hellénisme, qui détient et avive le Flambeau prométhéen... Les adages moraux de Kong-Fou-Tzé, les préceptes de Mohammed, où les rêveries mystiques de l'Inde, valent beaucoup moins pour réaliser la pensée de Dieu sur la Terre — le Savoir — que les conceptions de Spinoza ou de Le Dantec...

Voilà pourquoi je conclus : La guerre du Maroc est odieuse ; qu'on la termine au plus vite, mais non pas au prix de nouveaux dangers pour le salut de l'Europe.

Théo VARLET.

Réponse de M. HAN RYNER

« Tu ne tueras point », même pour voler. Toute guerre est un énorme crime et tout guerrier un criminel. Mais parfois le guerrier peut être innocent d'aveuglement. Les gouvernants embrouillent les choses de façon à faire croire à chaque peuple qu'il est attaqué et tel pauvre bougre qui se bat pour Krupp et pour Schneider croit combattre pour « la défense nationale ». Cette hypocrisie, seul hommage que nos maîtres aient jamais rendu à la vertu et à la vérité éthique, devient impossible dans une expédition coloniale. Ici on est forcé de voir qu'on se bat pour protéger les vols d'hier ou pour commettre des vols nouveaux. Nulle conscience ne peut plus admettre pour aucun combattant aucune excuse. A moins que, en nos temps infâmes, la lâcheté soit devenue une excuse. Admettons-le et versons notre pitié sur le malheureux soldat qu'on force à tuer pour des intérêts qui ne sont même pas ses intérêts. Réservons notre mépris aux politiciens, aux généraux, aux mercantis, à ceux qui tirent profit du vaste crime. Mais ces pillards ne proclament-ils point qu'ils font avec les jeunes européens des assassins pour l'honneur de l'Espagne, pour l'honneur de la France ?...

Décidément, tant qu'il y aura des soldats, le mot « honneur » prendra des significations bien ridicules et des significations bien odieuses.

HAN RYNER.

Réponse de M. MARCEL WULLENS

Ce que je pense de la guerre du Maroc ? Ce que vous en pensez, dans l'ensemble ; ce que je pense de toutes les guerres et qui se résume en ceci : A bas la guerre !

Mais ce n'est peut-être pas là la question essentielle qui me semble être : Quelle est votre attitude envers la guerre du Maroc ? Que faites-vous, que peut-on faire contre elle ?

Voilà un problème autrement angoissant et posé plus directement. Quels sont les moyens efficaces et possibles de combattre une aventure de ce genre ? Je n'y trouve pas de réponse satisfaisante ? De pauvres bribes de propagande antiguerrière qui n'empêchent pas le carnage de continuer...

QUE FAIRE ?

Marcel WULLENS.

Pas spécialement « intellectuel », pas ancien ni nouveau combattant, mais révolté et pacifiste convaincu mais faible.

Réponse de M. HENRY POULAILLE

La guerre du Maroc ?

Evidemment contre.

Contre toutes les guerres.

A propos de cette nouvelle « dernière » que devient la question Droit ?

Est-ce que la guerre du Maroc est une guerre du Droit aussi ?

Alors contre le droit.

Mais que sera notre protestation en face de la veulerie de tous !

Henry POULAILLE.

Réponse de M. ALBERT GLEIZES

Ce que je pense de la guerre du Maroc ? C'est bien simple. Quand je vois un monsieur, qui se croit bien portant, avoir une hygiène déplorable je ne peux pas me surprendre si un beau jour on m'annonce qu'il est atteint d'une horrible maladie et que sa vie est en danger. Ne pensez pas un instant que ce soit par sadisme, mais je vous avouerai qu'au lieu de le plaindre, je suis tenté de l'accabler afin que sa douleur physique puisse se résoudre en douleur morale, la seule qui permette un redressement parce qu'agissant sur les centres moteurs responsables, le vrai remède étant dans la suppression des causes et non dans l'application d'un emplâtre sur des effets.

La guerre du Maroc est l'effet d'une hygiène déplorable dont la responsabilité est encourue par chacun de nous, à tous les degrés de l'échelle sociale. Je me refuse aux divisions ecclésiastiques de bons et de mauvais, je ne crois qu'à la bêtise toute puissante qui s'infiltre partout et que ne supprime pas les acquisitions intellectuelles. D'où un état moral extrêmement rudimentaire, inconscient de ce qu'il détermine dans l'économie physique, ignorant l'action réelle qu'il déclenche. Personne aujourd'hui n'accorde une signification essentielle au mot « tyran » quoique chacun sente combien le mot de « liberté » implique de restrictions conditionnelles. De ces contradictions naissent les anarchies sociales actuelles et leurs manifestations répétées de violence. La morale qui est le seul terrain des lois générales est le vrai tyran dogmatique qui ne tient jamais compte des contingences particulières. C'est pourquoi on ne la croit pas pratique, c'est pourquoi on mésestime sa puissance

d'action. Si la morale dit *tu ne tueras point*, elle semble exprimer une vérité qui s'oppose à la réalité. La raison, qu'on considère comme la régulatrice exclusive à une toute autre souplesse et à l'avantage de pouvoir justifier à la satisfaction de chacun, toutes les réalités aussi étranges soient-elles. La morale donne un axiome rigide sans explication. Elle dit, voici : ce qu'il faut faire et ce qu'il ne faut pas faire apparaît aussitôt. La raison au contraire épouse tous les actes de l'homme, elle les lui explique et l'absout à ses propres yeux. Elle ne lui dit plus *tu ne tueras point*, mais *tu ne tueras point en principe car il est bien évident qu'il y a des circonstances où tu pourras le faire sans hésitation*. La raison offre ainsi des arguments aux bourreaux et aux victimes, elle sait sentimentalement nuancer, alors que la morale toute d'une pièce affirme un principe brutal et ne dit rien quant aux moyens de l'atteindre. Elle laisse l'homme libre de choisir les chemins qui y mènent.

Je suis tellement convaincu de l'Unité de l'Espèce en tant que réalité biologique, que tout ce qui ne me paraît pas reposer sur les bases communes est un non sens entretenant l'idée meurtrière de division. Les bases communes ne sont pas des systèmes plus ou moins temporaires de concepts économiques, mais des dogmes moraux éternels imprégnés de vérité dont les réalités se modifient selon les circonstances. La violence a toujours montré, sous quelque prétexte que ce soit, qu'elle était incapable d'apporter la solution au problème humain : c'est pourquoi il faut apprendre à la mépriser comme une stupide erreur. La nouvelle manifestation au Maroc donne une fois de plus l'occasion de s'en apercevoir et peut-être quelques-uns toucheront-ils les causes elles-mêmes en remontant pas à pas la chaîne compliquée des raisons qui se multiplient pour en montrer la légitimité. Votre question, mon cher Clarté, souligne l'importance qu'il faut accorder au facteur moral — l'opinion qu'on fabrique par la Presse en témoigne encore — et surtout que les enclaves de parti sont manifestement insuffisantes pour englober un problème aussi vaste que la vie totale de l'espèce une et indivisible.

Albert GLEIZES.

Réponse de M. JEAN LURÇAT

Inutile de poser la question. Evidemment entièrement avec vous. Entre l'agriculteur riffain et le Maréchal, mon choix est tout fait. Il y a du côté du Maréchalat, trop de mauvaises odeurs.

Le patriote riffain est un pillard. Ce moniteur de gymnastique qu'est l'officier de spahis, un Héros : mieux, un Don Quichotte. Il abandonne sa solde aux laboratoires, aux Croix-Rouges. A peine exige-t-il une petite retraite pour couler des jours ramollis et stupides, autour d'une « verte », dans le patelin qui l'a vu naître, ce petit serpent !

Droit des Peuples. Expansion civilisatrice. Troussons les jupons, et devant les faits, il y a de quoi se sentir l'estomac dans la gorge. Dégueuler de soi même cette civilisation à base de cheddite, et la dégueuler n'importe où, devient un geste de propreté.

Jean LURÇAT.

Réponse de M. FLORENT FELS

Il n'existe qu'un seul moyen de prouver son pacifisme, qu'il s'agisse d'une race ou d'un individu, c'est de ne pas faire la guerre.

Chaque fois que j'ai vu au front, tomber et mourir près de moi un camarade d'infortune, j'ai toujours pensé qu'il n'était pas une ville, pas un département qui put payer l'horreur d'un mort.

Cette fois de tout cœur avec vous et contre la guerre.

Florent FELS.
Directeur de l'Art Vivant.

Réponse de M. MAURICE MARTIN DU GARD

C'est un souci qui fait votre honneur, Barbusse (1), de vous employer à réduire les possibilités de combat et de mettre par votre action personnelle un frein aux emportements des nations. Je sais vous admirer quand vous déshonorez la guerre. Aux pacifistes un beau devoir est dévolu qui se fait sans cesse plus pressant : mais dans la troupe douloureuse et patiente combien j'en vois, hélas ! dont les élans sont de haine confuse, et que l'anarchie, un appétit de destruction, le goût du suicide enivrent ; n'ayant que répugnance pour les ruines, je voudrais plus de calme et d'amour dans une entreprise si noble ; ainsi s'en détournent un grand nombre qui sont pourtant de cœur avec elle. Dans mon domaine modeste, je favorise les communications entre les écrivains de quelques nations, je m'applique comme je peux, à faire accueillir par un vaste public français, les œuvres de ceux qui furent récemment encore nos ennemis. Exposer avec amitié les témoignages de la grandeur et de la richesse des pays les plus divers, rendre constants les échanges intellectuels, c'est travailler pour la paix. Multiplier ainsi les pactes individuels de garantie, pour chacun de nous, c'est un excellent programme.

Et s'il s'agissait de protester contre la guerre, vous me verriez à vos côtés. Mais en me demandant de condamner les combats qui mettent actuellement la France aux prises avec un beau pirate, redouté par les Marocains depuis plus longtemps que par nous, vous risquez une assimilation à laquelle je ne saurais souscrire. « Protestez contre la guerre », dites-vous aux intellectuels pacifistes ; vous faites appel au sentiment, et comme ce mot : « guerre » les jette aussitôt hors d'eux-mêmes, et que beaucoup sont enclins à faire fi des réalités ethnographiques ou économiques, vous leur soulevez rapidement une adhésion. Eh bien ! Barbusse, est-ce absolument digne de votre honnêteté intellectuelle ? Nous ne faisons nullement la loi au monde et nul n'est plus que moi disposé à condamner la démence de l'Europe si elle se déclare inhumaine. Et si brusquement, sur votre ordre, nous devions abandonner le Maroc, je ne vais pas jusqu'à dire que l'Allemagne nous y

(1) La réponse de M. Maurice Martin du Gard a paru dans le *Soir* du 6 Juillet, sous le titre : « Réponse à Barbusse », (n. d. l. r.)

remplacerait aussitôt (et elle aurait raison, comme elle est logique avec elle-même en encourageant Abd-el-Krim, c'est de la politique), non pas, mais quelles seraient les premières victimes de notre défection ? Ces Berbères, ces Arabes et ces Juifs qui n'ont qu'une idée : travailler, s'enrichir, se développer dans les conditions normales, comme nous leur avons permis. Vous croyez donc que ce sont les banques elles seules qui tirent le bénéfice de l'aide pacifique que nous avons apportée au Maroc ? Mais vous n'avez pas songé, j'imagine à ouvrir des souscriptions pour certaines tribus quand leurs récoltes sont dévastées ? Elles ne l'étaient pourtant point par nous. Et si nous abandonnions plus tard la Tunisie, qui donc s'y établirait à notre place ? La réponse est, je crois, sur vos lèvres.

Mais je vous sais gré de ne pas avoir travesti cette lutte que je regrette avec autant de tristesse que vous, soyez-en certain, en une guerre de religion. Non plus, en une révolte de l'Orient contre les Barbares que nous sommes par plus d'un trait, j'en conviens. Et l'Orient, je ne redoute pas tant son influence, j'y trouve moins de germes d'anarchie qu'on se le répète depuis quelque temps, beaucoup moins que dans ceux qui aujourd'hui applaudissent Abd-el-Krim avec sadisme, et qui aiment — ne le dirait-on pas ? — la catastrophe pour elle-même. L'Orient, c'est une moindre agitation, c'est un peu plus d'âme et de divin, c'est pour moi une famille où il y a beaucoup d'enfants sages et respectueux, et du silence.

Était-il donc si nécessaire de méditer longuement l'expérience de l'histoire ? Ce que vous n'avez pas eu le front de faire le 4 août 1914, vous voulez le tenter maintenant. Pourquoi justement choisir une occasion qui risque de jeter peu d'éclat sur les pacifistes dont le secours est si sollicité par tant d'événements qui se préparent ; n'allez-vous pas les compromettre ?

Néanmoins, je vous suis reconnaissant de m'avoir contraint à me préciser et à rendre leurs proportions véritables aux combats du Maroc. Je suis avec le gouvernement français pour limiter l'activité meurtrière d'Abd-el-Krim, à qui je n'empêche pas toutefois mon ami Louis Aragon de fournir des armes ou de lui en vendre, ce qui serait plus rimbaldien. Pacifiste, je ne veux pas manquer de cœur, certes, mais pas davantage d'esprit critique.

Maurice MARTIN DU GARD.

Co-directeur des *Nouvelles Littéraires*.

Réponse de M. FRANÇOIS MAURIAC (1)

Les communistes savent que « la République Riffaine » n'existe pas.

Ils se moquent du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » et l'ont prouvé.

Ils n'attachent pas un prix infini à la vie humaine, nous le savons tous.

(1) Il convient de signaler à nos lecteurs ce simple fait : M. François Mauriac a signé l'adresse des « Intellectuels aux côtés de la Patrie » (n. d. l. r.).

Un appel, comme celui que vous m'avez adressé tend donc à émouvoir en nous des sentiments dont je vous crois capable, monsieur Barbusse, mais que la plupart de vos amis méprisent, ou qu'ils s'efforcent d'étouffer en eux.

J'ignore ce que vous pouvez opposer aux affirmations du président du conseil : Abd-el-Krim n'a marché et il ne persévère que grâce à l'immense espoir que vous lui donnez. *Cette guerre du Maroc sert admirablement les desseins de Moscou*. Voilà ce que vous devriez reconnaître. C'est cela qui m'irrite : cette indignation, cette sensibilité bourgeoise qui s'élève du sang versé, qui invoque le *Droit*, qui aime la *Paix* chez des gens dont la vraie force réside ce me semble, dans une sincérité totale, dans une fureur qui se fout de tout :

... « Industriels, princes, sénats :
Périssiez ! Puissance, justice, histoire : à bas !
Ça nous est du. Le sang ! Le sang ! La flamme d'or !
Tout à la guerre, à la vengeance, à la terreur.
Mon esprit ! tournons dans la morsure : ah ! passez
Républiques de ce monde ! Des empereurs
Des régiments, des colons, des peuples : assez !... »

ainsi prophétisait l'effroyable enfant Rimbaud. Sur le plan bourgeois où vous voulez établir une discussion, vous serez toujours convaincus d'anti-patriotisme et de trahison. Moscou représente un renversement des valeurs tel que l'humanité n'en avait jamais connu ; c'est votre force, mais soyez logiques et ne vous adressez pas à notre « belle âme » pour qu'elle nous fasse bêtement complice de votre fureur lucide. Ne nous demandez pas de jeter notre huile sur votre feu.

François MAURIAC.

Réponse de M. PIERRE MORHANGE

Nous protestons intégralement mes amis et moi contre la guerre du Maroc. Nous vous enverrons par la suite nos raisons (1).

Pierre MORHANGE.

Réponse de M. LOUIS ARAGON

Malgré l'inutilité certaine d'une enquête sur un tel sujet, le danger, que je vous signale, qu'il y aurait à tenir une semblable enquête pour une protestation suffisante contre un état de choses qui a pour lui une presse payée et la sottise gratuite du public, il me paraît impossible de me dérober à une déclaration publique, quelle qu'elle soit, de l'indignation où me jettent l'hypocrisie du gouvernement français et l'entreprise impérialiste dont le Maroc est aujourd'hui le théâtre. Toute idée qui légitime une guerre est par là condamnée : puisqu'au nom de la France

(1) La protestation de M. Pierre Morhange au nom du groupe de la Revue *Philosophes*, nous est parvenue par télégramme. Les nécessités de la mise en page ne nous permettant pas d'attendre la réponse détaillée du groupe *Philosophes*, nous nous contentons faute de mieux, de publier le texte du télégramme. (n. d. l. r.)

on peut envoyer des hommes à la mort, que cette idée, comme toutes les idées nationales, disparaisse de la terre. Le fanatisme des patriotes toujours menaçant, je le combattrai partout où je le rencontrerai. Athée de leur religion, qu'ils me brûlent, puisque nous en sommes encore au temps de l'Inquisition et de la Censure. Mais permettez-moi, Messieurs, pour cette raison même, de vous reprocher d'avoir, dans un but sans doute politique, employé pour en appeler à tous, diverses expressions qui sont du langage nationaliste : *indépendance, souveraineté nationale, droit imprescriptible des peuples à disposer d'eux-mêmes*. Il n'y a pas de peuples pour moi, à peine si j'entends ce mot au singulier. Enfin je n'admets pas que vous vous adressiez à ceux qui se disent, à quelque titre que ce soit, *anciens combattants* ; je tiens tout homme qui se pare d'un pareil nom pour un con ou un escroc.

Je suis, Messieurs, à vos côtés contre la patrie.
Louis ARAGON.

Réponse de M. ANTONIN ARTAUD

La guerre, celle du Maroc ou une autre, me paraît surtout une question de chair. A quoi que je pense, j'en reviens toujours au fonctionnement de mes membres et, après tout, je ne connais pas autre chose que la sensibilité de ma chair. Cette parcelle de sensibilité que je me sens être, je ne supporte pas que qui que ce soit en dispose à des fins de mutilation. J'ignore tout de la liberté, je ne cherche pas à faire fonctionner mon esprit ; pour moi, toute la question de la liberté se réduit à une peur panique de massacres qui me viendraient de tous les côtés. Je ne suis pas autre chose qu'un lâche, mais je me demande, au nom de quel principe capable de dépasser le sentiment que je puis avoir de ma chair, on m'imposerait un courage odieux et en définitive inutile, un courage qui ne profiterait qu'à un certain sentiment que d'autres pourraient avoir par exemple de la vertu ou de l'honneur.

Antonin ARTAUD.

Réponse de M. RENÉ CREVEL

Folie universelle ou sagesse des nations, une fois encore il nous faut constater que l'individu se pardonne et même se loue d'errer, s'il erre avec le reste du troupeau.

Qu'on nous débite des calembredaines sans variété, qu'un accord lâche se passe entre les appétits de ces messieurs, en présence de la soi-disant union sacrée, il ne faut point se laisser émouvoir, j'allais écrire intimider, jusqu'à chercher des arguments de détail. La réponse la plus simple, c'est-à-dire la plus brutale sera la meilleure.

Sans doute la gangrène gazeuse est-elle une terrible maladie mais son fait n'est pas le seul, non plus que le principal contre la guerre du Maroc et les autres.

Le maquillage des consciences, ces phrases en cocktails nationalo-chauvino-financiers (un cochon n'y reconnaîtrait pas ses petits) l'appel aux lois des hommes, à des traités, à des conventions, dont nous avons eu tout le loisir d'apprécier la valeur, la

sournoiserie générale, nous contraignent à dire notre mépris pour l'entreprise anti-Riffaine — et aussi qu'en un temps où les Raminagrobis bien pensants dénoncent un péril oriental, l'odieuse conduite européenne contraint à rêver de quelque dynamite capable de réduire en miettes les institutions et les méthodes de notre cher pays et de ses voisins.

Peut-être d'ailleurs, sera-ce le bienfait de la guerre marocaine que de précipiter la débâcle de ce qu'on appelle notre civilisation.

René CREVEL.

Réponse de M. PAUL ELUARD

La France est un pays canaille qui rit, qui rit toujours, basement, de toute grandeur, de toute violence, de toute nudité. Que ses ennemis triomphent, qu'ils l'humilient, qu'ils la contraignent à demander les coups qui l'achèveront, je ne puis en attendre que la Liberté ! Toute guerre suppose une défaite, toute défaite une révolution.

Paul ELUARD.

A NOS LECTEURS

Les difficultés que nous avons éprouvées lorsqu'il s'est agi de passer à l'application du programme publié — quelque peu prématurément — dans notre dernier numéro, ont provoqué au sein même de notre revue une nouvelle crise assez sérieuse pour nécessiter certaines mesures de préservation et de sauvegarde, qui vraiment s'imposaient.

Une telle expérience nous incite donc à nous orienter vers une forme d'activité qui corresponde davantage aux nécessités de la situation. Nous donnons aujourd'hui, dans ce cas précis : la guerre du Maroc, une preuve de ce que peut faire *Clarté*. Quelle autre revue eût trouvé l'autorité morale nécessaire pour mener avec succès une telle enquête sur un tel front ?

Les événements les plus graves se préparent. Ils ne doivent pas nous trouver désarmés. Nous allons avoir à tâche de porter à un ton de virulence encore plus élevé que par le passé, la protestation de l'esprit contre l'odieux régime qui nous conduit à de nouvelles et sanglantes catastrophes. Plus vaste doit être le champ de notre action ; plus étendue aussi le recrutement de notre collaboration.

Mais la nécessité d'obtenir le maximum de cohésion nous oblige à un regroupement des éléments sur lesquels nous savons pouvoir compter. Ce regroupement va nous demander un certain temps. Aussi, avons-nous décidé de ne publier à moins de nécessité absolue aucun numéro le mois prochain.

Notre numéro de rentrée paraîtra le 15 septembre. Que nos amis, abonnés et lecteurs l'attendent avec confiance.

M. F.

Un tirage spécial sur papier de luxe limité à deux cents exemplaires a été fait de la planche de Steinlen que nous reproduisons dans notre numéro. Cette gravure sera vendue au prix de 2 fr. 50. (3 francs franco). Se hâter d'adresser les commandes à *Clarté*.

"TRAVAIL"

Société Fondée en 1904



Camarades lecteurs pour qui le vêtement élégant est nécessaire, faites-vous habiller sur mesure à la Société Coopérative des Ouvriers Tailleurs

"TRAVAIL"

23, Rue Vivienne, Paris (2^e)

Tél. : CENTRAL 02-85

24, Av. du Maine, Paris (15^e)

Tél. : FLEURUS 21-13

Magasins ouverts de 8 h. 30 à 18 h. excepté le dimanche

Extrait des statuts. Art. 14 : « Tout le personnel doit appartenir au syndicat ».



Attention!

LA MACHINE À ÉCRIRE

UNDERWOOD

La plus LÉGÈRE

La plus SOLIDE

La MOINS CHÈRE

Donne des copies multiples parfaites
Prend le papier commercial 21x27
Utilise le ruban normal

Et répond en un mot à tous les besoins dactylographiques

COUPON À RETOURNER SOUS ENVELOPPE NON CACHETÉE
AFFRANCHIE À 0 FR. 10

à John Underwood & Co, 36, Bd des Italiens, PARIS (9^e)

Nom

Profession

Adresse

BON Catalogue gratuit.
pour Essai gratuit de la Portative UNDERWOOD

ANDRÉ DELPEUCH, LIBRAIRE-ÉDITEUR

51, Rue de Babylone, PARIS (VII) — R. C. 227.836

VIENT DE PARAÎTRE :

Les Responsabilités de la guerre

LAZARE

A l'origine du mensonge

Un volume in-8 couronne. Prix : 8 francs.

À LA MÊME LIBRAIRIE :

GOUTTENOIRE DE TOURY. — Poincaré a-t-il voulu la guerre? Un volume 4 fr. 50

Colonel CONVERSE. — Trois ans de diplomatie secrète. Un volume 6 fr. 75

Général DE MONTGELAS. — Un Plaidoyer allemand. Un volume 12 fr. 50

Traduit de l'allemand par GOUTTENOIRE DE TOURY.

F. RIEDER ET C^{ie} ÉDITEURS
7, PLACE SAINT-SULPICE — PARIS



PROSATEURS FRANÇAIS CONTEMPORAINS

PARAITRONT LE 27 JUILLET :

PANAÏT ISTRATI

LES RÉCITS D'ADRIEN ZOGRAFFI — LES HAÏDOUCS

□ □ □

□

PRÉSENTATION DES HAÏDOUCS

Un volume in-16, broché 7.50

Les deux premiers "Récits d'Adrien Zograffi" sont :

KYRA, KYRALINA,

ONCLE ANGHEL. (Livre du mois de *Clarté*) Chaque volume in-16 . . 6.75

LÉON WERTH

DANSES, DANSEURS, DANCINGS

Un volume in-16, broché : 7.50

RETENEZ CES LIVRES CHEZ VOTRE LIBRAIRE, POUR VOS VACANCES